



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

245 | 2009

Coup d'œil sur les Mascareignes

Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir

Fabrice Folio



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5494>

DOI : 10.4000/com.5494

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 7-33

ISBN : 978-2-86781-544-7

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Fabrice Folio, « Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 245 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/com/5494> ; DOI : 10.4000/com.5494

REVUE DE GÉOGRAPHIE DE BORDEAUX
— depuis 1948 —

les Cahiers *d'Outre-Mer*

ISSN 0373-5834



N° 245

Vol. 62

2009

Janvier-Mars

➤ *Coup d'œil sur
les Mascareignes*

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX

LES CAHIERS D'OUTRE-MER

Revue de Géographie de Bordeaux

fondée en 1948 par Louis PAPY,

publiée par les Presses Universitaires de Bordeaux

et l'Institut de Géographie Louis PAPY de l'Université Michel DE MONTAIGNE Bordeaux 3.

Anciens Directeurs : Louis PAPY †, fondateur de la revue ; Henri ENJALBERT † ; Guy LASSERRE †.

Président d'Honneur : Alain HUETZ DE LEMPS.

Direction : François BART, Univ. Bordeaux 3.

Secrétariat de rédaction : Odile CHAPUIS, Sylvain RIGOLLET.

Comité de rédaction : Xavier AMELOT, Univ. Bordeaux 3 ; Nathalie BERNARDIE-TAHIR, Univ. Limoges ; Alain BONNASSIEUX, Univ. Toulouse 2 ; Christian BOUQUET, Univ. Bordeaux 3 ; Bernard CALAS, IFRA-Nairobi ; Patrice COSAERT, Univ. La Rochelle ; Hélène GRACIET-VELASCO, Univ. Bordeaux 3 ; Jean-Claude MAILLARD, Univ. Bordeaux 3 ; Hervé RAKOTO, Univ. Poitiers ; Directeur de la revue ; Directeur de l'UFR Géographie-Aménagement de l'Université Bordeaux 3 ; Secrétaire de rédaction de la revue.

Comité scientifique et de lecture : Jean-Pierre AUGUSTIN, Univ. Bordeaux 3 ; M. BURAC, Univ. Antilles-Guyane ; D. CAMPBELL, Michigan State University (États-Unis) ; Virginie DUVAT, Univ. de La Rochelle ; B. CHARLERY DE LA MASSELIÈRE, Univ. Toulouse Le Mirail - IFRA, Nairobi ; DIAZ DEL OLMO, Univ. de Séville ; Pierre-Marie DECOUDRAS, Univ. de la Réunion ; Rodolphe DE KONINCK, Univ. Laval Québec (Canada) ; Jean-Paul DELER, CNRS-Bordeaux ; Guy DI MEIO, Univ. Bordeaux 3 ; Jean-Pierre DOUMENGE, Univ. de Montpellier ; M.E. FURLANI DE CIVIT, Univ. Cuyo (Argentine) ; P. GERVAIS-LAMBONY, Univ. Paris X ; Jean-Claude GIACOTTINO, Univ. Aix-Marseille ; Christian HUETZ DE LEMPS, Univ. Paris IV ; Martin KUETE, Université Dschang (Cameroun) ; Yannick LAGEAT, Univ. Brest ; Denis LAMARRE, Univ. Dijon ; Jean-Michel LEBIGRE, Univ. de la Nouvelle Calédonie (Nouméa) ; Guy MAINET, Univ. Brest ; Richard MAIRE, DyMSET-ADES ; Serge MORIN, Univ. Bordeaux 3 ; Yves PEHAUT, Univ. Bordeaux 3 ; Simon POMEL, DyMSET-ADES ; Roland POURTIER, Univ. Paris I ; Georges ROSSI, Univ. Bordeaux 3 ; Jean-Noël SALOMON, Univ. Bordeaux 3 ; SINGARAVELOU, Univ. Bordeaux 3 ; Pierre VENNETIER, CNRS-Bordeaux 3 ; Yola VERHASSELT, Univ. Libre de Bruxelles (Belgique) ; Mariano ZAMORANO, Univ. Cuyo (Argentine) ; personnalités extérieures, géographes ou non, selon les thématiques traitées.

Tarifs de l'abonnement pour 2009

France & DOM/TOM

Particuliers – Organismes publics ou privés

Abonnement 4 numéros : 64 €

Pays Étrangers

Abonnement 4 numéros : 66 €

Vente au numéro

1 numéro : 18 €

Table décennale (1978-1987, 1988-1997) : 8 €

Table quinquennale (1998-2002) : 8 €

Adresse de la rédaction :

Les Cahiers d'Outre-Mer
Université de Bordeaux 3
Domaine Universitaire
33607 PESSAC CEDEX

Tél. 05 57 12 46 60

Odile.Chapuis@u-bordeaux3.fr

Service des abonnements et ventes au numéro :

Hélène MICHAUD (PUB)

Tél. 05 57 12 47 21

helene.michaud@u-bordeaux3.fr

Depuis le 1^{er} septembre 2004, les paiements et les demandes d'abonnement doivent être adressés à :

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX (PUB)

Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

Domaine Universitaire - 33607 PESSAC CEDEX - France

<http://www.pub.u-bordeaux3.fr>

Les chèques devront être libellés à l'ordre de l'Agent Comptable de Bordeaux 3.

les Cahiers *d'Outre-Mer*

Revue de Géographie de Bordeaux

publiée avec le concours

*de l'Institut de Géographie Louis Papy
(Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3)*

Volume LXII
Année 2009

PRESSES UNIVERSITAIRES DE BORDEAUX

Coordination : Omar FERTAT et Marion DAUBANES
Mise en page : Katia GONZALEZ
Cartographie : Martine BLANC-COURRÈGES

G.N. Impressions
Dépôt légal : Juin 2009

ISSN : 1961-8603
ISBN : 978-2-86781-544-7
N° CP : 0311B07748

© Presses Universitaires de Bordeaux - 2009

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays.

Avant-propos

Jean-Michel JAUZE¹

Comme le soulignait Auguste Toussaint (1972), en avant-propos de son *Histoire des îles Mascareignes*, le vocable « Mascareignes » n'est apparu dans la nomenclature géographique que vers 1825. Avant, on parlait des « Îles françaises orientales » pour désigner

cet ensemble composé de la Réunion (Bourbon), de Maurice (Île de France) et de Rodrigues, mais aussi des Seychelles et des Chagos (fig. 1), association qui explique sans doute l'erreur, commise aujourd'hui encore, d'inclure parfois les Seychelles dans les Mascareignes.

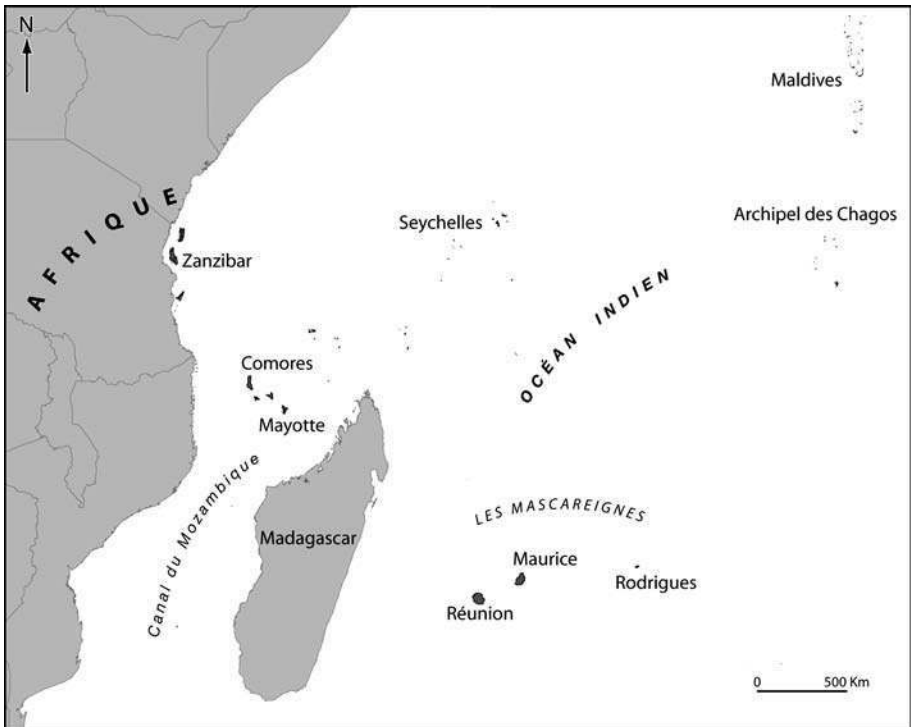


Figure 1. – Localisation de l'archipel des Mascareignes.

1. Professeur à l'Université de la Réunion ; mél. : jean-michel.jauze@univ-reunion.fr

Les trois îles des Mascareignes ne sont pas réunies que par leur patronyme, elles ont aussi en commun une histoire géologique, politique, humaine, économique, climatique. Cette communauté n'exclut évidemment pas la diversité de destin, de choix politiques, de société, d'évolution économique, de paysages..., autorisant des analyses géographiques particulièrement fécondes à des échelles micro- et macro-régionales.

Le but de ce numéro est, comme son titre l'indique, d'adresser un regard à ces îles dont au moins deux, la Réunion et Maurice, jouent des rôles clés dans cette partie du monde. La Réunion, dont le niveau de développement atteint celui des pays européens, est le garant de la présence française dans l'océan Indien. Maurice, membre de 36 accords multilatéraux, très active au sein des organisations régionales (COI, SADC, COMESA, IOR)² est un *hub* dynamique. Comme tout « coup d'œil », celui-ci est, par nature, trop rapide pour pouvoir prétendre tout embrasser. On trouvera dans les contributions qui le composent des analyses qui, à l'interface entre local et global, mettent en lumière certaines spécificités, qu'il s'agisse de choix de développement, de stratégie économique ou de paysage.

S'appuyant sur la diversité, la proximité et la complémentarité de

leurs ressources, ces îles ont une carte touristique à jouer. Maurice qui l'a rapidement compris s'engage sur la voie des séjours combinés (Maurice – Rodrigues) et de la diversification de son offre. La Réunion en est encore à chercher ses repères, alors qu'elle dispose d'une variété d'arguments à promouvoir. Rodrigues, en marge du système, mise sur sa réputation d'île anti-stress, loin de l'agitation, et la proximité de ses deux sœurs. Les stratégies de développement et d'ouverture au monde qui positionnent ces petits territoires dans le groupe de tête (IDH³ supérieur à 0,80) des pays de l'océan Indien occidental, globalement moins avantagés, posent les questions des disparités internes persistantes et de la gestion raisonnée de leur biodiversité et de leur environnement (*EchoGéo*, n° 7, 2008).

Fabrice Folio, maître de conférences à l'Université de la Réunion, ouvre l'approche par une analyse du tourisme réunionnais. Après la crise du Chikungunya et le plan de relance de l'activité, il examine les possibilités réelles et les utopies des effets d'annonce, attirant l'attention sur la volonté commune des politiques et des professionnels de fédérer les forces vives et d'œuvrer dans le sens d'une durabilité de l'activité.

Christian Germanaz, maître de conférences à l'Université de la Réunion, poursuit avec un essai de

2. COI : Commission de l'Océan Indien ; SADC : *Southern African Development Community* ; COMESA : *Common Market for Eastern and Southern Africa* ; IOR : *Indian Ocean Rim*.

3. IDH : Indice de Développement Humain.

relecture à la fois épistémologique et diachronique de l'article de Jean Defos du Rau publié en 1956 par les *Cahiers d'Outre-Mer* sur le cirque de Cilaos, au cœur de la Réunion. Il suit pas à pas le cheminement scientifique et intellectuel de ce géographe, en tentant de répondre à sa question posée en 1956 sur l'avenir de ce cirque face à son surpeuplement.

Romain Cally, doctorant en marketing international à l'Université de la Réunion, clôturera l'approche réunionnaise par une étude de la place de l'origine géographique des produits dans la publicité. Face à la concurrence internationale, il explique l'intérêt pour les marques locales de jouer sur le comportement « ethnocentrique » du consommateur réunionnais, en utilisant des référents identitaires.

L'étude sur les « *Integrated Resorts Schemes* » (IRS) de Jean-Michel Jauze, professeur à l'Université de la Réunion, est l'occasion de faire un saut à Maurice et d'y voir se développer ce nouveau segment de luxe du secteur touristique. Cette ouverture un peu plus grande du pays au monde est un créneau porteur capable de *booster* l'économie, mais n'est pas sans critiques, ne serait-ce que par sa dimension de « ghetto doré » et sa « mise aux enchères » des terres nationales.

Enfin, Thierry Simon, maître de conférences HDR à l'Université de la Réunion, explore chronologiquement les paysages de l'île Rodrigues, la plus petite et la moins étudiée des

Mascareignes. Au travers de différentes descriptions, de François Leguat à Le Clézio, en passant par l'Abbé Pingré, il tente d'en retracer la formation, la perception et l'évolution.

Ce numéro des Cahiers est complété par un compte-rendu de Pascal Saffache, maître de conférences à l'Université des Antilles et de la Guyane, de l'ouvrage collectif *L'Île Maurice face à ses nouveaux défis* et trois notes. Les deux premières, qui pourraient s'intituler « La Réunion de Haut en Bas », braquent les projecteurs successivement sur les îlets, « archipel » identitaire au cœur de l'île, qu'il importe de sauvegarder, voire de sauver, selon Thierry Simon, et sur le dessin original de la tache urbaine de la « capitale » dionysienne, explicité par Georges Baronce, doctorant en Géographie au CREGUR. Dans la troisième, Jean-Michel Jauze, porte un regard sur la situation de Bel-Ombre, petit village sucrier du Sud mauricien en pleine transformation par le tourisme intégré.

Dans ce « coup d'œil sur les Mascareignes », on pourrait reprocher la part belle faite à la Réunion. Il ne faut y voir rien d'autre que l'expression de la vitalité de la recherche menée depuis plusieurs années sur cette île au sein du Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de la Réunion (CREGUR), auquel appartient l'ensemble des auteurs ayant contribué à ce numéro, à l'exception de Romain Cally, doctorant au *Franco-Australian Centre For International Research*

in Management (FACIREM). Cela ne signifie pas, pour autant, que les autres îles et pays bordiers de l'océan Indien sont *terra incognita*. Bien au contraire, ils ont été parcourus depuis longtemps par les Géographes réunionnais, en témoigne l'abondante production scientifique en la matière. Il fallait faire un choix, évitant l'éclectisme géographique, tout en sachant qu'on ne pouvait pas tout dire sur ces îles. Le peu qui en a été dit reflète cependant la richesse thématique de ces microcosmes, potentiel loin d'être épuisé.

Bibliographie

EchoGéo, n° 7/2008.

JAUZE J.-M., dir., 2008 – *L'Île Maurice face à ses nouveaux défis*. Paris : Université de la Réunion - L'Harmattan, 380 p.

TOUSSAINT A., 1972 – *Histoire des îles Mascareignes*. Paris : Éditions Berger-Levrault.

Réalités et singularités du tourisme réunionnais : entre utopie et motifs d'espoir

Fabrice FOLIO ¹

En octobre 2008 le magazine télévisé *Des Racines & des Ailes* s'est déplacé pour la première fois dans un département d'Outre-Mer en consacrant une émission spéciale à la Réunion. Celle-ci s'est étendue sur les atouts naturels et architecturaux de « l'île intense », avec ses volcans et ses cirques sans équivalents au monde (récemment regroupés au sein d'un Parc national), ses cases et jardins créoles et ses multiples visages. Le magazine a réalisé sa meilleure audience, ce qui témoigne de l'intérêt pour ce bout de terre situé dans l'océan Indien, et ce malgré ses approximations et un caractère laudatif qui a pu impressionner². Quoi qu'il en soit, il a pu contribuer à réhabiliter l'image d'une île touchée par le séisme sanitaire du Chikungunya en 2005/06. Au-delà des représentations contrastées qu'on peut avoir de ce territoire et sans nier les défis auxquels il reste confronté, les potentialités réunionnaises (diverses et propices au spectacle permanent) sont réelles. Or, dans une optique de mise en tourisme, face aux enjeux socio-économiques, elles paraissent incomplètement exploitées, comme l'ont exposé les Assises du tourisme en 2008. Rapportées au degré d'ouverture, aux prestations offertes ou à la synergie au plan local, on voit poindre comme un hiatus. La Réunion et ses 380 000 visiteurs en 2007 balbutie-t-elle son tourisme ? Quels sont les freins persistants à l'épanouissement de ce secteur porteur ? Si ces questions ont maintes fois été posées, le fait nouveau est qu'une prise de conscience – des classes politiques locale et nationale comme des professionnels – se fait jour. Des événements récents et surtout une vision pragmatique, sur le long terme, l'y contraignent. Un plan de renouveau du tourisme est à l'œuvre. Il tente de conjuguer les sensibilités s'exprimant sur le terrain, afin de parvenir à une

1. Maître de conférences à l'Université de la Réunion ; mél : fabrice-jm.folio@univ-reunion.fr.

2. Il succédait aussi au magazine de la mer *Thalassa* qui avait dépeint, en 2005, plusieurs travers insulaires (l'île aux requins, racisme post-colonial), pour lesquels nombre de Réunionnais ont vu une vision réductrice de l'île.

politique effective. En ce domaine, la Réunion a une sérieuse carte à jouer dans le contexte actuel. Si elle se doit de garder son âme, elle ne peut définitivement plus se satisfaire d'un tourisme routinier et rester à l'écart d'un réel investissement maîtrisé et intégré.

I – La Réunion et le tourisme : paradoxes insulaires

1 – Identité de la destination réunionnaise

Il peut s'avérer intéressant, comme point de départ, de rappeler les traits de caractère de cet espace en le positionnant dans les classifications scientifiques établies. Ils nous permettront de mieux saisir les éléments de complexité et certaines des originalités du produit touristique insulaire. Le travail de formalisation de typologies essentielles, présenté par C. Germanaz (2005), fait tout d'abord œuvre utile, en énonçant quelques caractéristiques locales replacées dans un cadre conceptuel. Les classifications originelles et morphologiques, comme celle d'Aubert de la Rüe (1935), situent ainsi la Réunion dans la famille des îles océaniques volcaniques de grande dimension (aux côtés des Açores ou des Kerguelen), se distinguant à cet effet des îles coralliennes océaniques (Polynésie, Nauru). La grande dimension renvoie à un volcan complexe, par opposition aux îles à volcan simple comme Santorin ou Kao tofua (Tonga). Trois massifs successifs ont ici vu le jour : le plus vieux, toit de l'océan Indien, culmine au Piton des Neiges (3 070 m), tandis que le second, récemment découvert (« volcan des Alizés »), s'est effondré et ses décombres ont été recouverts par le Piton de la Fournaise (2 632 m). Déjà vieux de 500 000 ans, ce dernier volcan témoigne d'une activité intense et régulière. La Réunion émerge des grands fonds il y a environ trois millions d'années, née d'un point chaud enfoui à 2 400 km sous l'écorce terrestre (on ne recense que sept sites similaires dans le monde). Sa voisine Maurice, apparue cinq millions d'années plus tôt, est déjà très érodée. Moins d'épisodes d'aplanissement, des plaines littorales allongées en de vastes promontoires et un corail plus jeune identifient par conséquent l'entité réunionnaise. Son relief est en revanche colossal. Tardivement colonisé, le cœur entaillé de l'île, lieu du « changement d'air » et des activités de pleine nature, se consolide de nos jours en une aire protégée habitée, à la riche biodiversité. La construction corallienne n'est donc pas absente de la Réunion, l'île détenant un récif frangeant occidental ; mais si son lagon y est encore étroit, ses vallées encaissées et ses amphithéâtres ou « cirques » marquent tout autant son paysage.

L'appréciation du caractère physique des espaces insulaires par le biais d'indices statistiques est communément utilisée par les chercheurs. Si le critère de taille prête à discussion (Pelletier, 2005), la Réunion, avec une superficie de 2 512 km² et 207 km de côtes, s'apparenterait pour sa part à une

grande terre insulaire, d'après l'indice côtier de F. Doumenge (1985). L'île n'a donc pas de caractère fortement continental, bien que la représentation d'une île de « planteurs », tournant plutôt le dos à la mer, reste prégnante localement. L'indice d'isolement du même auteur (rapportant la superficie insulaire à ses 322 600 km² de Zone Économique Exclusive) fait de la Réunion une terre moins eseuilée que les territoires archipélagiques dispersés à îles isolées (Cook, Kiribati) ou les îles extrêmement isolées (Tokevalu, Pitcairn). Les approches statistiques sur la question de l'insularité restent cependant peu satisfaisantes et il faut rappeler que la spécificité insulaire réside dans « les interactions multiples de données hétérogènes » (Péron, 1993), allant au-delà de la petite taille ou de l'isolement. Divers critères, institutionnels ou socio-économiques, sont nécessaires pour esquisser un profil satisfaisant de ces territoires. Le terme d'hypo-insularité (Nicolas, 2005), nous apparaît dans ce contexte comme le plus approprié pour définir la situation réunionnaise, soit l'état d'un appendice continental intégré à une métropole industrialisée, en l'occurrence ici la France, dont il est distant de 9 180 km. L'appartenance institutionnelle fait assurément toute la différence (Guébourg, 2006). Dans l'essai de typologie des insularités de F. Taglioni (2006), le territoire réunionnais, à l'instar de la Martinique, se situe dans la catégorie supérieure, « mieux intégrée aux rouages de l'économie mondiale que les autres ». Les télécommunications et l'accessibilité maritime et aérienne – sur laquelle nous reviendrons – y atténuent en partie la discontinuité territoriale, même si la connexité est avant tout forte avec la métropole historique.

Dans l'océan Indien, ce micro-territoire mono-insulaire incarne ainsi un îlot de prospérité, alors même qu'il se place dans le dernier quartile des régions européennes³. Cette double dissymétrie n'est pas la moindre de ses originalités. Son « ultra-périphérie » (à laquelle la Réunion se rattache au titre de l'article 7 du traité d'Amsterdam) lui octroie un statut de bénéficiaire du régime d'aides des régions défavorisées de l'Union européenne (objectif convergence), augmenté d'adaptations au droit communautaire. Exemple de confetti des ex-empires coloniaux européens, l'île possède en conséquence un statut propre qui la singularise des régions ou colonies largement autonomes, par exemple hollandaises et britanniques⁴. Pour le visiteur ultra-marin, majoritairement français, elle ne se départit donc pas, aux côtés de l'exotisme de la

3. Selon Eurostat, son PIB est inférieur à 75 % de la moyenne communautaire et la place au 163^e rang européen (sur 205 régions) en 2008. Au sein de la Commission de l'Océan Indien (COI), son PIB/hab. en 2004 est de 12 176 US \$, contre 5 200 US \$/hab. à Maurice ou 402 US \$/hab. aux Comores.

4. Y compris au sein des sept Régions Ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne, l'île, par son fort attachement à la métropole, s'écarte des autres régions portugaises (Açores, Madère) ou de la communauté autonome espagnole des Canaries. Composant, depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, un Département et Région d'Outre Mer (DROM), régi par l'article 73 de la Constitution, la Réunion bénéficie du régime de l'identité législative et ne prévoit pas d'évolution statutaire, là où les Départements Français d'Amérique (DFA) peuvent envisager la création d'un Congrès des élus.

terre lointaine tropicale, de l'aspect relativement familier du territoire français et communautaire. Cela étant, sur place le tourisme ne représente traditionnellement qu'un secteur économique important mais d'appoint. Si la croissance insulaire est soutenue (portée par la commande publique et la consommation), elle reste pénalisée par une balance déficitaire et un taux de chômage de 24,2 % en 2007 (INSEE).

2 – Quelle place sur l'échiquier touristique insulaire ?

Bien qu'elle ne fasse pas partie du cercle des îles intensément fréquentées, le secteur du tourisme ne demeure pas confidentiel à la Réunion. Appartenant au domaine des petites îles tropicales, l'espace insulaire n'est pas resté en dehors de la mondialisation touristique (Duvat, 2006). L'afflux de capitaux extérieurs, la diffusion d'un modèle occidental et de la société de consommation, l'augmentation du niveau de vie interne – mais aussi de la pression sur le milieu – y sont des réalités établies. Certes, son intégration au système monde a moins à voir avec le rôle joué par le tourisme (bien que ce dernier y ait contribué et continue de le faire) qu'avec son statut de Département français obtenu en 1946. Il reste que des données statistiques portant sur la classification du tourisme international dans les petites îles tropicales (Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), 2007), la Réunion n'a pas, de prime abord, à rougir de son effectif de touristes extérieurs, même si elle ne se situe aucunement sur le même plan que les Bahamas, Hawaï, Guam, les Antilles Néerlandaises ou les Canaries. Dans son bassin géographique indio-océanique, la Réunion se positionne également bien après l'île sœur mauricienne et derrière l'archipel des Maldives. S'il ne s'agit pas de nier ces aspects, cette moyenne de 400 000 visiteurs extérieurs – à laquelle l'île se raccroche depuis plusieurs années – n'est pas non plus dérisoire. En première approche quantitative, il faut replacer le territoire insulaire dans un cadre mondial et rappeler qu'il se situe dans un ensemble statistique réunissant Trinité et Tobago, Saint-Martin, les Mariannes du Nord et deux DROM des Antilles : la Guadeloupe et la Martinique ⁵.

Dès lors, ne faut-il pas mettre cela en balance avec le fait qu'acteurs politiques et professionnels locaux s'étendent abondamment sur le fait que la Réunion pourrait faire beaucoup mieux en la matière ? Sur quoi repose cette idée vivace et de plus en plus répandue que le tourisme réunionnais vivote, est en dessous de son niveau et se doit de se redéployer ? Sans conteste faut-il se pencher sur d'autres indicateurs qui ne sont pas pris en considération par l'effectif de visiteurs, tels que l'empreinte du secteur, la nature de la clientèle touristique, sa durée sur place et les dépenses qu'elle a pu consentir. Ainsi, les

5. Concédonsons toutefois que tous ces espaces lui sont supérieurs en nombre de visiteurs extérieurs. Un comparatif avec les données de 2004 est notamment intéressant, toutes ces îles étant à ce moment plus proches les unes des autres.

recettes du tourisme pour l'île de la Réunion se sont chiffrées à 325,9 millions € à l'année 2007, soit une augmentation de 32,6 % par rapport à 2006 (*Île de la Réunion Tourisme* (IRT)). Les recettes extérieures du tourisme sont supérieures à l'ensemble des exportations insulaires évaluées à 238 millions € en 2006 (*Eco Austral*, n° 226, 2008). Le secteur consolide sa position de premier produit export de l'île, devant le sucre de canne. Pourtant, sa contribution au Produit Intérieur Brut (PIB) local reste modique : la part des recettes touristiques dans le PIB insulaire en 2006 a été d'un peu plus de 2 % contre 4 % en Guadeloupe ou 9 % en Polynésie (IEOM – Polynésie). Quant à sa capacité d'accueil hôtelier en nombre de chambres (fig. 1), elle est de 2 251 chambres en hôtels classés en 2008, contre 4 848 en Martinique, 10 494 à Maurice ou 16 297 aux Bahamas. Qui plus est, l'île de la Réunion stagne en nombre d'arrivées, voit s'échapper l'île Maurice et se fait rattraper par des destinations nouvelles. Les dernières données fournies par l'*Île de la Réunion Tourisme* indiquent une fréquentation en 2007 de 380 547 touristes extérieurs, ce qui marque un bond de 36,5 % de croissance par rapport à 2006⁶. Dans la zone océan Indien, l'île se situe toujours au deuxième rang entre l'île Maurice, qui prend ses distances (906 971 touristes en 2007) et, à l'autre bord, Madagascar (344 000 visiteurs extérieurs) et les Seychelles (161 273 touristes). Mais sa fréquentation touristique, à dominante affinitaire, a accusé un recul de 12 % entre 2003 et 2007. Dans le même temps, Maurice croissait de 32 %, la grande île malgache de 147 % et la situation mondiale attestait d'une hausse de 30 % (ODIT France, 2008).

À l'observation de l'indice de pénétration touristique de McElroy et Albuquerque (1998), corrélant à part égale trois indicateurs d'impact (dépense moyenne des visiteurs par habitant, densité de chambres par km² et moyenne quotidienne de touristes pour 1 000 habitants), la Réunion se classe au rang 37 avec une faible valeur indiciaire (fig. 1), soit à distance des espaces à pénétration extrême que sont les îles Vierges britanniques, Aruba, Macao ou la Barbade. Or, dans l'île, l'idée que le tourisme serait porteur de déstructurations paysagère et culturelle demeure enfouie dans la conscience populaire (bien que les fréquentations massives soient plutôt le fait des résidents). Le tourisme a pu incarner cette modernité, issue de l'extérieur, mettant à mal le patrimoine local. Le passé colonial de l'île et le fait que l'activité ait été instiguée par des classes aisées et/ou extérieures ne sont pas étrangers à cela. En outre, si l'on devient touriste (*Tourisme 1 : lieux communs*, 2002), le désir de valoriser succède aussi souvent à l'expérience de l'ailleurs liée aux voyages.

6. De manière sous-jacente, ces chiffres révèlent à quel point la fréquentation a subitement chuté après les affres du Chikungunya à l'année 2005-06, mais aussi à quel point le rétablissement a été assez rapide (par rapport à 2006) bien qu'encore parcellaire par rapport à l'année 2005 (409 000 touristes).

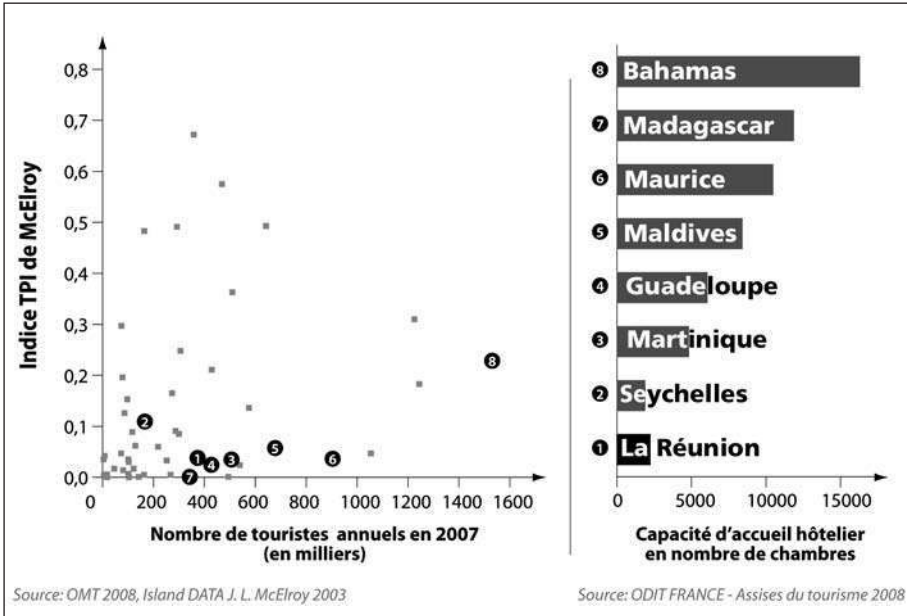


Figure 1 – Éléments de comparaison du tourisme.

3 – Une histoire des Hauts et des Bas pour un espace touristique récent

La mise en tourisme insulaire a été assez tardive. Pourtant, le tourisme a ici des origines anciennes. Sur plus d'un siècle (de 1850 à 1960), il a initialement été axé sur le thermalisme des Hauts dans le centre de l'île, à Salazie et à la suite de mouvements de terrain à Cilaos uniquement (Fontaine, 2003). D'abord le fait d'une aristocratie terrienne, une classe moyenne de fonctionnaires va venir l'étoffer après la départementalisation, cette fois autour de la villégiature, ouvrant d'autres localités (Le Brûlé, Les Makes...). L'offre touristique réunionnaise reste cependant timorée jusque dans les années 1970. Les idéaux de la balnéarisation vont alors faire leur chemin. Des facteurs favorables viennent – bien que tardivement – transformer la Réunion en une destination émergente. Parmi elles, on peut citer la déréglementation aérienne qui ouvre le marché aérien à d'autres compagnies (Point Air Mulhouse dès 1983, puis Minerve, AOM, Air Liberté) ou les lois de défiscalisation et d'allègement de charges (Lois Pons et Perben en 1986 et 1994) qui étoffent l'offre hôtelière. Le tourisme prend effet dans la zone sous-le-vent, soit le secteur littoral occidental, accompagné d'un tourisme d'affaires à Saint-Denis. L'augmentation des capacités d'accueil, des budgets, de la formation et surtout l'engagement étatique font de l'Ouest (autour de St-Gilles-La Saline) un pôle touristique balnéaire, également haut lieu de vie au profil sociologique typé (population

aisée et caractère européen marqué). Articulées autour d'un parc hôtelier de gamme moyenne essentiellement, les prestations vont par ailleurs s'enrichir de la diffusion de pratiques touristiques spécifiques surtout sportives (surf, VTT, randonnée ou deltaplane). L'espace des Hauts s'en trouve revalorisé avec l'ouverture de routes forestières, de circuits de randonnée balisés et d'aires récréatives ainsi qu'avec des offres – limitées – d'hébergement (gîtes ruraux, de montagne...). L'espace du changement d'air des insulaires (Bertile, 1987) va venir coexister avec celui de découverte pour les extérieurs (Dalama, 2005). Au plan international, l'heure est au fractionnement des séjours devenus plus fréquents et à la recherche de destinations lointaines, autant d'aspects qui feront de la Réunion un espace désiré. Ces conditions favorables l'extirpent de l'anonymat, appuyées en cela par une communication reposant sur la création d'une image distinctive. Cette mise en image n'a pas été exempte d'embûches. Les raisons tiennent à une matière complexe, s'écarter des stéréotypes de l'île tropicale balnéaire. La difficulté d'un positionnement s'est toujours posée aux professionnels du tourisme, partagés qu'ils étaient entre la volonté de retranscrire au mieux les atouts insulaires et la nécessité de graver une représentation claire dans l'esprit des visiteurs extérieurs.

Jusque dans les années 1980, la Réunion a joué la carte du tourisme balnéaire au détriment de sa richesse intérieure (Les Outre-mers, 1998). L'écart entre la demande du moment et les potentialités – comparativement à d'autres destinations, le littoral est en partie formé de côtes rocheuses battues par les vagues et de plages de galets – a mené à des désillusions, qu'illustre l'échec de l'implantation du Club Méditerranée. Peu après, le label plus cohérent « La Réunion, l'île à grand spectacle », même s'il flattait l'orgueil des Réunionnais, n'a pas eu un effet très concluant sur les touristes potentiels. L'appellation qui va par contre forger l'identité touristique locale sera celle de « l'île intense », communication vers laquelle s'oriente l'espace insulaire dans les années 1990, aidée en cela par les structures de décision. Il en ressort l'idée que la Réunion est un espace qui se mérite ; il ne se laisse pas découvrir aisément et recèle des trésors cachés qu'il convient de dénicher. Basé sur le goût de la curiosité et de l'effort, ce concept sera pour une longue durée utilisé par le CTR (Comité de Tourisme de la Réunion). Il tentera de faire la liaison entre les facettes balnéaire et montagnaise de l'île, ses attraits modernes et authentiques et surtout le fait que l'île est avant tout un espace en mouvement. Les images associées sont un volcan actif ou la présence de cyclones, des cascades d'eaux vives, la pléthore d'activités sportives disponibles, des pratiques culturelles vivantes ou une population jeune et métissée... Des couleurs vives symboliques sont choisies : le bleu, le vert et le rouge (l'océan, la

forêt, la lave) incarnent la signature d’une destination différente ; celle-ci estompe le mythe du paradis tropical fait de la succession de cocotiers et d’étendues de sable blanc. La Réunion est montrée comme nuancant le triptyque « *sea, sun, sand* », une stratégie risquée quand on sait la force de l’image mentale émanant de la balnéarité tropicale.

Tableau 1. – Une mise en image fluctuante.

Cette image projetée, audacieuse et décalée, ne sera toutefois pas sans soulever des interrogations à l’identification d’un certain nombre de paradoxes apparents, d’abord dans les relais de la communication touristique, ensuite dans son recoupement avec le réel. Le portrait de l’île pure, éden indemne des maux de la civilisation industrielle, souffre d’abord quelque peu du formidable envol économique qu’a amorcé la Réunion sur un demi-siècle, passant d’une société de plantation coloniale à celle de consommation de masse (Lajoie, 2004). Dès lors, il n’est guère étonnant qu’un des griefs majeurs mis en avant par les visiteurs ultra-marins soit les problèmes de circulation, révélateurs d’un fait de société appliqué à une terre rude et contraignante, auquel répondent des projets d’infrastructures titanesques (Simon, 2008). En parallèle, cette construction ambitieuse de l’île intense peine à s’affranchir de l’idée de vacances littorales, organisées autour du farniente et du repos idyllique⁷. Sans doute l’imaginaire balnéaire reste-t-il trop puissant pour pouvoir l’évacuer complètement. Au final, l’île a longtemps donné une image touristique assez floue, en essayant de toucher à tout, de peur d’oublier quelques-unes de ses facettes, effleurant ce faisant la totalité de son potentiel sans parfois l’assumer pleinement. La représentation touristique qui en ressort n’est pas toujours parfaitement claire. Elle n’est finalement que le reflet d’une représentation insulaire assez ambivalente, que trahissent des regards contrastés⁸ d’un espace souvent mal compris. Tout en étant confrontée à des limites, la Réunion fait pourtant assaut d’éléments d’originalité dans le champ touristique, sans doute plus du point de vue des pratiques sur l’espace que de l’identité de ses visiteurs.

7. Les brochures ou cartes postales ont durant longtemps continué à retranscrire, dans un second temps, les attributs de la balnéarité oisive. Surtout, l’implantation d’un parc hôtelier essentiellement sur le littoral ouest renforce cet aspect, la base étant ici, le produit d’appel dans l’intérieur.

8. L’île tropicale intense aux éruptions volcaniques fréquentes (celle de 2006 recouverte d’un blanc manteau neigeux a eu un très fort retentissement) a effectivement son pendant : un certain catastrophisme (Benjamin et Godard, 1999) et un effet de loupe médiatique associés aux déchaînements du milieu naturel (éboulis sur la route du littoral en 2006, cyclone Gamede en 2007 pour ne citer que des faits récents).

II – L'activité touristique insulaire : personnalité et réorientations

1 – Un constat exhaustif de la fréquentation touristique ?

À la lumière des statistiques officielles, des faits convenus ressortent de la fréquentation touristique insulaire. Sur les 380 547 arrivées recensées au cours de l'année 2007, 73,8 % des visiteurs proviennent de la France métropolitaine. L'attrait d'une île tropicale lointaine et nationale (sécurité, facilité d'entrée, langue, absence de change), les critères d'opportunité/nécessité, ainsi que le monopole des compagnies aériennes françaises pour la desserte insulaire, expliquent cet état de primauté. En dehors de cette prédominance du flux avec la métropole, le second bassin d'émission de visiteurs se situe dans l'océan Indien avec l'île Maurice, qui participe à hauteur de 6,2 % à l'effectif total des arrivées. Enfin, les ressortissants européens se positionnent en troisième position avec 22 599 visiteurs en 2007, soit une contribution de 5,9 % (on peut citer ici les Allemands, suivis dans l'ordre des Suisses, Belges et Italiens). Le tourisme réunionnais demeure donc à première vue peu diversifié quant à l'origine de sa clientèle, ne s'ouvrant qu'assez peu aux autres pays européens ainsi qu'à sa zone régionale.

La durée moyenne du séjour dans l'île a été de 16,4 jours en 2007. Le bouche à oreille reste le principal mode d'information à la venue des visiteurs. L'objet principal du voyage atteste d'une domination du tourisme affinitaire. Ils sont 184 987 (soit 48,6 %) à mettre en avant ce motif, ce qui montre bien l'intégration de la Réunion au territoire national et les relations intenses, liées aux migrations des dernières décennies, qui unissent les deux entités. Le tourisme d'agrément occupe la seconde position dans l'objet principal de voyage avec 124 581 visiteurs (32,7 %). Enfin le tourisme d'affaires représente 13,6 % des visiteurs en 2007. Ces clientèles revêtent en surface des enjeux différents et rendent ardue l'identification de cibles touristiques. Ainsi, le tourisme d'agrément, au caractère national assez net, est la catégorie la mieux appréhendée. Vers elle sont ciblées les campagnes promotionnelles, s'ébauchent les réflexions des entreprises locales et répondent la mise en place d'infrastructures touristiques et la construction d'hôtels. Le tourisme affinitaire, comme le soutient I. Musso (2004a), est en revanche une forme aux contours approximatifs, précisément parce qu'elle a longtemps été négligée. Catégorie un peu fourre-tout, elle a surtout cette image tenace de peu participer aux recettes du secteur qu'on ramène en général à l'hébergement marchand hôtelier. Pour résumer, l'idée communément établie est que les individus se déplaçant dans ce cadre sont motivés par le fait qu'ils connaissent sur l'île parents ou amis. Mais derrière une image un peu simpliste, il faut en réalité en identifier au moins trois formes : l'une de « nécessité » (Réunionnais de

métropole revenus en vacance dans l'île dans une logique familiale), une autre « d'opportunité » (flux de visiteurs proches de Métropolitains installés dans l'île ou de Réunionnais de retour sur l'île) et enfin un tropisme relevant de la croissance des activités de loisirs, notamment sportifs (en général dans le cadre de mouvements associatifs). Pour finir, le tourisme d'affaires, en augmentation, reste encore assez mal défini. Souvent lié à des pratiques d'agrément et à des affinités diverses, il concerne surtout des responsables de compagnies et de sociétés françaises venus sur place suivre les dossiers en cours, ainsi que des participants à des congrès/séminaires professionnels (Fontaine, 2004).

À la Réunion, l'hébergement marchand a concerné 44,8 % des touristes en 2007 (IRT/Marchés et développement, 2008). Le mode d'hébergement principal se polarise en fait sur le logement chez les parents et amis (52,9 %) devançant les hôtels et résidences de tourisme (30,1 %). Suivent les Villages-vacances-gîtes et la location de meublés (7,3 % ensemble). Le premier concerne surtout les touristes affinitaires, ceux venus dans un cadre de loisirs-vacances résidant prioritairement au sein d'une structure marchande. C'est cette réalité qui laisse à penser que le total des visiteurs extérieurs serait quelque peu surévalué, les touristes affinitaires ayant la réputation d'être de pseudo-touristes peu contributeurs de recettes. Or des études ont démontré qu'ils pouvaient dépenser autant d'argent que les autres (Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer (IEDOM), 2008 ; *Économie de la Réunion*, 2004)⁹. La connaissance de ces clientèles n'est en somme que parcellaire. On sait que la majorité des visiteurs font montre d'une hétéronomie assez modérée dans le cadre des séjours à la Réunion (Musso, 2004b) : les séjours balnéaires consentis auprès d'un tour-opérateur ou les circuits organisés existent mais on observe aussi quantité de visiteurs libres ou bien pris en charge par la famille/amis. Pour autant, ce degré d'autonomie qui caractérise assez bien l'île ne doit pas occulter la différence entre les séjours plutôt motivés par la villégiature (où l'on réside chez les proches), de ceux davantage orientés sur la découverte. Doit-on alors renvoyer à l'opposition connue entre le personnage de Robinson Crusoë et de Phileas Phogg de J.-D. Urbain (2002/3) ? Cela reste difficile à dire car cela ne signifie pas que les pratiques sont, dans les faits, plus rares : elles sont présentes chez les diverses clientèles et celles, en particulier, des affinitaires demeurent aussi liées à la proximité et à l'affinité mémorielle avec tel ou tel lieu. Qui plus est, les affinitaires réactivent fréquemment les pratiques locales en (re)parcourant l'île, les hôtes-insulaires s'improvisant à ce moment-là guides locaux (Duret et Augustini, 2002).

9. Cela s'explique avant tout par le fait qu'ils restent plus longtemps sur place (20,4 jours), alors que les autres catégories ne demeurent que 10 à 12 jours en moyenne. Leurs dépenses quotidiennes sont certes plus faibles mais loin d'être inexistantes : ils participent également à l'activité touristique locale en termes de visites des lieux, de la pratique de loisirs, de la restauration ou des achats.

2 – Éléments de spatialité : station balnéaire, tourisme diffus et mise en loisirs

Comprendre la réalité spatiale du tourisme à la Réunion nécessite tout d'abord de rappeler les discontinuités topographiques/climatiques et socio-économiques de l'île¹⁰. La Réunion s'illustre par une pluralité à la fois de sites exceptionnels d'intérêt contemplatif et d'activités intenses puisant dans sa matière touristique. À ces attributs, il faut ajouter des pratiques de loisirs spécifiques et des événements de la vie insulaire qui peuvent se confondre avec le tourisme proprement dit. Ces traits de caractère sont aujourd'hui reconnus, même s'ils témoignent d'une portée sur le terrain qu'on ne cerne pas toujours très bien. La diversité touristique fait-elle de la Réunion une destination polyvalente ou la pratique au plan local reste-t-elle cantonnée à certains sites ? La répartition des infrastructures d'hébergement suit-elle fidèlement cette fréquentation des espaces à potentiel ? Finalement, l'île est-elle un espace touristique ou de loisirs ? Il peut être pertinent de confronter ici quelques cartographies, qui sont autant de visions complémentaires des répercussions sur l'espace de ce secteur.

La carte du potentiel réunionnais de l'Agorah (1994), qu'a explicité C. Collet dans sa thèse (1999), visait à démontrer que l'entier territoire insulaire est intéressé par des sous-espaces à vocations touristiques majeures faisant écho, tantôt à une nature devenue partenaire (Balnéarité, Sanctuaire de forêts, Nature et forme...), tantôt à l'identité réunionnaise, fruit d'une histoire tumultueuse et d'une créolité assumant ses héritages (Art et traditions, Grands domaines...). Cela étant, la cartographie portant sur les comportements des touristes non résidents (2003-04) a pu jeter un éclairage sur la réalité des faits, à travers la répartition des sites et lieux les plus fréquentés. En les croisant (fig. 2), se révèle en effet un déséquilibre entre les différentes régions. Les Hauts et la Côte ouest rassemblent les endroits les plus prisés : aux premiers reviennent la plupart des activités de randonnée pédestre, tandis qu'à la seconde on prête des activités sportives et de loisirs et l'activité plage. Une seconde remarque porte sur le fait que des sites ponctuels accueillent parallèlement un grand nombre de visiteurs, sans qu'ils n'apparaissent aisément dans les sous-espaces à vocation : ce sont les endroits liés à la vente d'artisanat (marchés) ou les sites muséologiques et les jardins botaniques. Outre l'Ouest,

10. Derrière la variété des paysages naturels réunionnais (Robert, 1996), entre d'abord en ligne de compte un clivage entre l'Est (soumis au régime des alizés et plus humide) et l'Ouest (sous-le-vent et plus sec) ; les attraits de la balnéarité et des activités (surf, canyoning...) n'y sont pas les mêmes. Ensuite, la dualité entre le littoral et l'intérieur montagneux (connue comme le couple Bas/Haut) est une réalité ancrée dans la mémoire populaire. La distribution des principales villes et des activités économiques est auréolaire : elle prend lieu sur la côte et le début des pentes des planèzes (Ninon, 2003) ; en parallèle, le cœur de l'espace insulaire recèle les paysages majestueux et les sites emblématiques, communément associés aux traditions (*la réunion lontan*). Or, c'est aussi un espace peuplé et qui se développe.

les zones les plus visitées de l’île sont le Volcan (Piton de la Fournaise), le cirque de Cilaos et le marché de Saint-Paul, devançant Salazie et le Maïdo. À ce premier déséquilibre, s’en ajoute probablement un second qui concerne la seule zone occidentale, cette fois autour de l’hébergement.

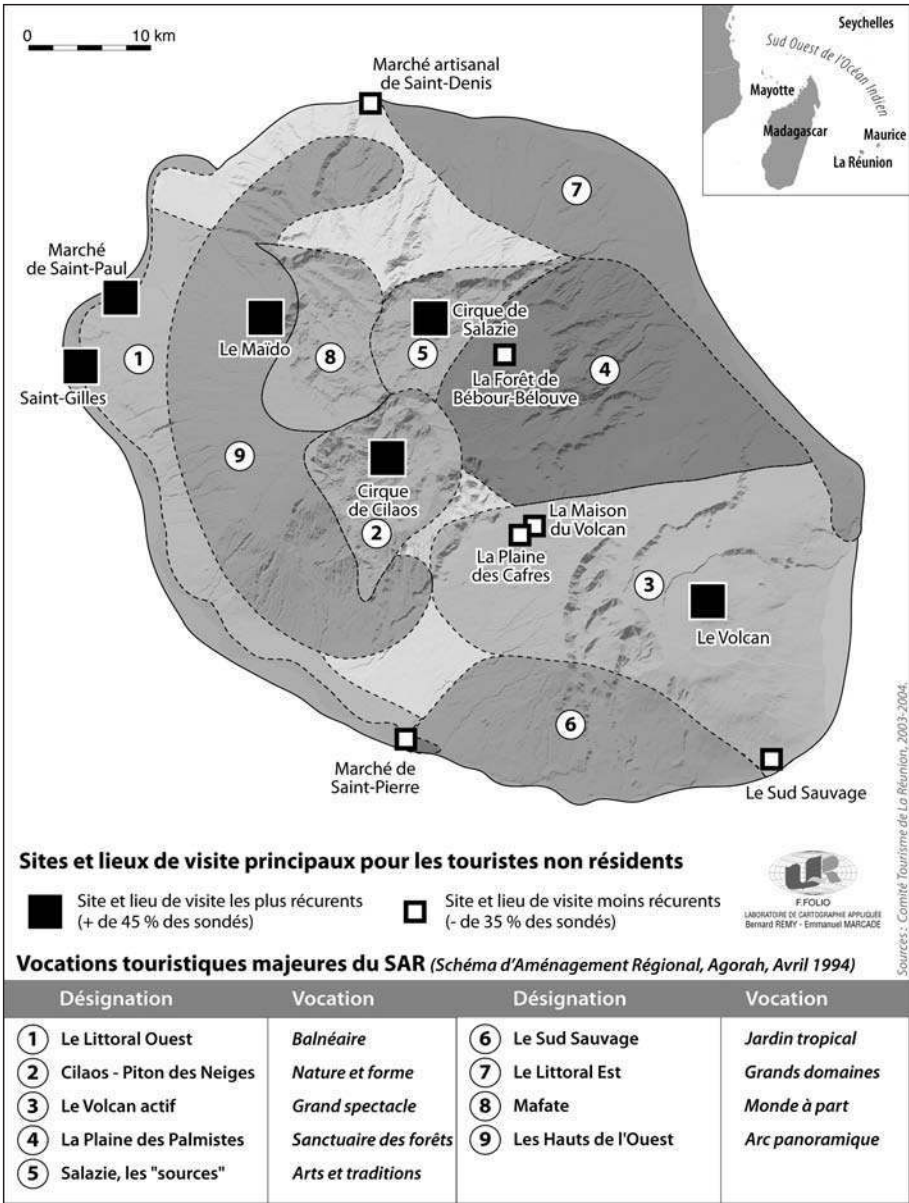


Figure 2. – Vocations touristiques et fréquentation spatiale.

Si les régions Ouest et Nord concentrent les trois-quarts des emplois touristiques de l'île (le chef-lieu se rattrapant sur les services de transport aux touristes : *Économie de La Réunion*, n° 131, 2007), l'Ouest (centré sur Saint-Gilles-La Saline) absorbe, en 2007, 48 % des chambres hôtelières classées de l'île. L'espace des Hauts, pourtant fréquenté, se fait donc plus timide à ce niveau (8 % pour Cilaos et 2,7 % pour Salazie). Pour être précis, cela vaut surtout pour l'hôtellerie classique : en effet, le taux de nuitée gîtes/chambres d'hôtes reste dans les Hauts plus élevé que partout ailleurs (52 % en 2004). Citons les étapes de Cilaos, Hell-bourg, Bourg-Murat ou les sites isolés (Mafate, Grand Bassin) accessibles par excursion. L'hébergement alternatif occupe en fait une place prééminente dans les hauteurs et le Sud de l'île. Quant aux régions Nord (tourisme d'affaires) et Sud (notons ici l'ouverture du « Palm Hôtel & Spa »), elles tirent leur épingle du jeu en nombre d'hôtels classés (22 et 15 %). Finalement, en dépit d'un essor touristique initialement axé sur l'intérieur (ère du thermalisme), puis polarisé sur les Bas (balnéarité) et enfin redéployé sur les Hauts (activités de pleine nature), la Réunion s'identifie par la présence d'une station touristique nichée dans l'ouest de l'île (le pied-à-terre balnéaire très résidentiel et pour le moins normé), tout en possédant un arrière-pays touristique naturel et culturel diffus et plus pittoresque (l'Est restant négligé) mais moins fixateur en nuitées classées.

La figure 3 ajoute d'autres informations pertinentes. Toutes populations confondues, elle fait apparaître les sites remarquables attractifs pour la découverte de paysages (Pas de Bellecombe, Maïdo, Bebour-Bélouve...) et/ou pour le pique-nique (Langevin, Anse des Cascades...). Érigée en véritable institution, la sortie dominicale est un élément incontournable de la vie insulaire. D'aucuns pourraient objecter qu'il s'agit d'une pratique intéressant les Réunionnais et qu'on ne parle donc pas de tourisme *a fortiori* pratiqué par les ultra-marins. Ce serait selon nous une erreur et on touche du doigt toute la complexité du produit touristique local : le flou présidant à la distinction entre tourisme et loisirs. Le pique-nique dominical en est une des formes, comme d'ailleurs les loisirs actifs. Le caractère endogène du tourisme reste ici marquant avec un système qui, loin d'être parfait, est davantage intégré.

La sortie dominicale est connue pour amener à une rencontre – qui reste davantage une cohabitation – entre insulaires, venus à la journée avec les marmites et le cari passer du bon temps et touristes, surtout nationaux, venus pour une durée plus courte admirer et profiter des sites (relevons les cas de Bois court avec vue sur Grand Bassin, du Cap Méchant ou des plages de l'Étang-Salé et de l'Hermitage). D'ores et déjà, précisons que l'activité touristique réunionnaise amène fréquemment à ce genre de confrontation non organisée, à des fins de détente/découverte (et ce même

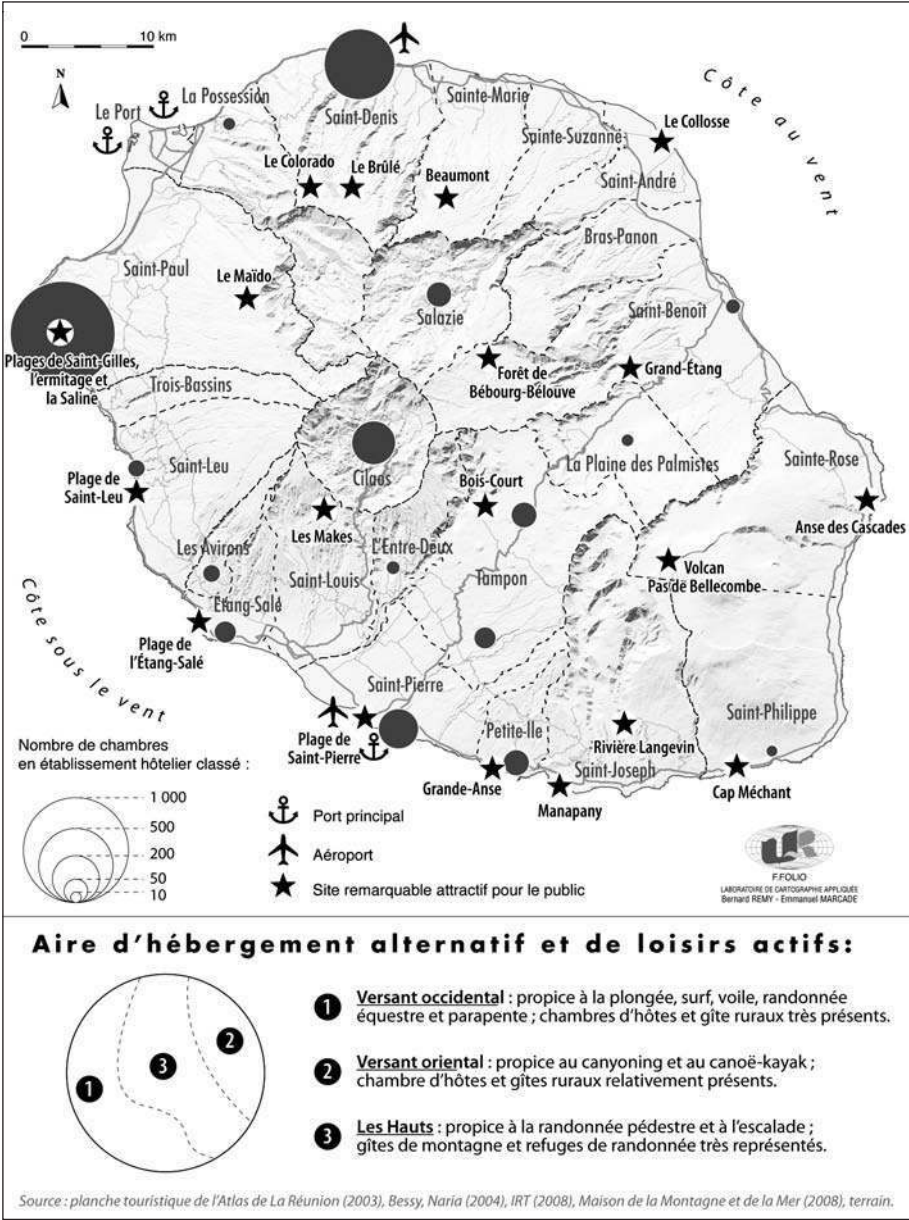


Figure 3. – Hébergement et espace de loisirs actifs.

si les systèmes de valeurs diffèrent), où les différents acteurs se côtoient sans forcément se mélanger : la Réunion verse moins dans une forme de tourisme enclavé (Cazes, 1984) ou retranché (Gay, 2001) que sous d'autres cieux tropicaux. Qui plus est, l'image brossée ci-dessus n'est pas entièrement fausse, quant à l'articulation entre les acteurs, mais elle gomme le fait que les dits insulaires sont aussi composés de touristes affinitaires, qu'ils soient réunionnais en sortie avec leur famille ou « métros » amis de Réunionnais de passage. Tourisme et loisirs sont donc éminemment imbriqués, surtout dans les Hauts de l'île et il devient ardu de considérer l'un sans l'autre. Un autre exemple l'illustrant porte sur le secteur des loisirs sportifs aujourd'hui en plein essor. Ces activités profitent d'une situation géographique, d'une configuration géomorphologique et des atouts du climat. La nature généreuse permet la pratique tout autant de la pêche au gros, de la plongée ou du surf sur le littoral, que de la randonnée pédestre ou équestre, du parapente, du VTT ou du canyoning dans l'intérieur. Les écrits de O. Bessy et de O. Naria (2004) indiquent qu'à l'interface du sport, du loisir et du tourisme, les sports nature représentent probablement le marché le plus porteur à l'heure actuelle en termes économiques. Les pratiquants sont eux très divers. Sur les 655 456 individus s'adonnant à ces activités, la proportion de locaux (380 884) est devenue supérieure à celle des touristes extérieurs (274 372 pratiquants), qui ne restent encore majoritaires que dans l'activité du parapente. Si nombre de ces activités sont nées récemment, à l'initiative de métropolitains installés dans l'île, le niveau de vie d'une partie des Réunionnais résidents contribue aussi au fait qu'elles se démocratisent de nos jours et deviennent plus fédératrices.

Tableau 2. – *Tourisme ou loisirs ?*

3 – Stagnation et constat des défis à surmonter

L'île de la Réunion détient un produit touristique complexe (clientèle touristique hybride, dichotomie Haut/Bas, domination hôtelière de l'Ouest et enfin « mise en loisirs » marquée). Or, malgré ces originalités et alors même que le contexte mondial voit l'émergence de valeurs (tourisme durable, quête d'authenticité) rompant avec les destinations touristiques uniformisées, le tourisme étranger réunionnais est entré dans une phase de stagnation, prélude ou à un redémarrage ou à un déclin (Butler, 1980), un peu comme s'il était parvenu au firmament de ce qu'il pouvait réaliser en l'état des prestations proposées et des campagnes de promotions délivrées. En réalité, cela fait une dizaine d'années que le nombre de visiteurs ne progresse plus. L'objectif des

500 000 visiteurs n'a jamais pu être atteint et les espérances se sont progressivement muées en utopie. Les fragilités structurelles du secteur existaient déjà avant la crise du Chikungunya qui en réalité a hâté la prise de conscience¹¹. Les indicateurs le prouvent : la clientèle d'agrément décroît, les recettes diminuent et le parc hôtelier ne grandit plus. Il n'est pas inutile, à ce stade, de rappeler les freins qui nuisent à l'épanouissement touristique de l'île de la Réunion.

La cherté des tarifs en haute saison et le monopole de la desserte axée sur la métropole font que le transport aérien reste inadapté. Mises à part quelques liaisons régionales (Afrique du Sud, Madagascar, Mayotte, Maurice, Thaïlande...), la Réunion reste un espace régional français, nonobstant la libéralisation du transport aérien en 1986. Les relations avec l'Europe sont inexistantes et les ressortissants de l'Union européenne transitent toujours par Paris ou Maurice pour atteindre l'île. Le ciel réunionnais, à l'exception d'*Air Mauritius* et d'*Air Madagascar*, est partagé par des compagnies françaises (Air France, Air austral, Corsair). Bien que celles-ci aient petit à petit amélioré les fréquences hebdomadaires, les tarifs élevés, rédhibitoires pour les uns, atteignent aussi une clientèle affinitaire « captive », se déplaçant durant les vacances scolaires (ce que dénonce l'association Coll'Air).

Certaines clientèles ne sont pas totalement satisfaites du niveau local des prestations, dans une zone où Maurice et les Seychelles donnent le change à la Réunion. L'île possède 55 hôtels classés en 2008, mais les quatre étoiles sont rares (5 au total), les groupes de stature internationale peu implantés (à part Accor, *Protea* et depuis peu le mauricien *Naiade*) et l'hébergement non classé, en particulier dans les Hauts, assez rudimentaire. En dépit des conditions avantageuses liées à la défiscalisation, le coût d'exploitation hôtelier est plus élevé que dans les pays proches. La défiscalisation a même eu des effets pervers, en matière de surinvestissement (effet d'aubaine) et de baisse des taux d'occupation des chambres. Aujourd'hui, la quantité et l'offre d'accueil sont perfectibles. De plus, la maîtrise de la langue anglaise est insuffisamment répandue.

La « culture touristique » est à améliorer. La place du tourisme reste assez ambiguë localement. Les insulaires semblent partagés entre orgueil pour leur patrimoine, appréhension du tourisme comme vecteur d'altérité et surtout

11. L'épidémie de Chikungunya a atteint son paroxysme au début de l'année 2006. L'arbovirus a déclenché une véritable crise sanitaire sur l'île, dont l'écho parviendra aux marchés émetteurs de visiteurs étrangers. La contre-publicité que subit l'île, suite aux discours alarmants et à la fulgurance ainsi qu'à la méconnaissance de l'épidémie, ont écorné son image et touché durement l'activité touristique insulaire. Fait notable, en plus de l'aide de l'État, la population locale sera sollicitée par l'industrie *via* des offres promotionnelles et aidera à passer la crise. L'activité touristique a repris peu à peu en 2007, cette fois à l'initiative de la clientèle affinitaire. La Réunion est désormais en phase inter-épidémique et la circulation virale y est très sporadique (INVS, 2007). La crise a eu quant à elle pour autre conséquence de faire figure d'électrochoc à l'encontre d'un tourisme dont on convient qu'il est devenu inadapté et doit être réinventé.

relative indifférence à l'encontre d'une filière porteuse. Les dispositions à s'investir dans ce secteur demeurent ténues.

La faible prise de conscience des décideurs et la pluralité des acteurs concernés ont longtemps été un autre frein. La vision du tourisme a souvent été critiquée par son absence de considération globale et, à l'inverse, par l'esprit de clocher qui règne aux divers échelons administratifs (communes, communautés de communes...). Les diverses entreprises locales prestataires de services ont été trop uni-personnelles et éparpillées. La multiplicité des acteurs privés, publics et para-publics met surtout en lumière une prise de conscience tardive des grands acteurs institutionnels de l'intérêt d'un développement touristique volontaire et intégré.

Enfin, cela a été précédemment évoqué, l'image que peut véhiculer la Réunion n'est pas tout à fait nette dans l'esprit des visiteurs, même si « l'île intense » s'est peu à peu imposée. L'île pâtit de surcroît d'une carence de critères exotiques, en dépit de sa situation tropicale et de sa mémoire vivante. Le positionnement est tâtonnant, à l'identité insuffisamment affirmée, partagé entre une offre « plage et balnéarité » concurrencée dans la zone indio-océanique et une offre « tourisme d'intérieur » de qualité, mais inaboutie et s'écartant de l'image mentale îlienne. Ce faisant, l'île occulte la diversité peu commune de sa culture (histoire, musique, gastronomie), qu'elle conserve pour sa consommation personnelle.

III – Au-delà des entraves, vers un nouveau départ ?

1 – Prise de conscience d'un essoufflement et orientations patrimoniales

Le tourisme reste le principal vecteur de croissance de la Réunion. Les acteurs institutionnels se sont ces dernières années contentés d'un niveau non négligeable de fréquentation stable. L'espace insulaire s'est de la sorte installé dans une certaine routine peu propice à l'inventivité (si l'on excepte les initiatives esseulées de divers passionnés). Le secrétaire d'État en charge du Tourisme déclarait en septembre 2008 que le tourisme réunionnais, bien doté par la nature, se devait d'être mieux développé. Beaucoup a été fait ces dernières décennies et il convient de le reconnaître. Toutefois, le tourisme local est devenu « ronronnant », selon les mots de la représentante locale du Syndicat national des agences de voyages (Snav). Pour le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Réunion, « La Réunion a baissé la garde. Notre offre a vieilli, ne répond plus aux exigences du marché » (*Reuccir*, n° 30, 2006). Les professionnels pointent l'absence de gouvernance comme obstacle majeur au développement touristique. De nouveaux

acteurs occupent le terrain ¹². L'Office « Île de la Réunion Tourisme » (IRT) parle aujourd'hui d'un saut qualitatif à entreprendre. Quant au Bureau « Observation, Développement et Ingénierie Touristiques » (ODIT France), il prescrit de miser sur le haut de gamme. En effet, le potentiel est présent et ne cesse de surcroît – on le voit par les récentes initiatives très ambitieuses – de forger une identité de caractère à l'île de la Réunion (fig. 4).

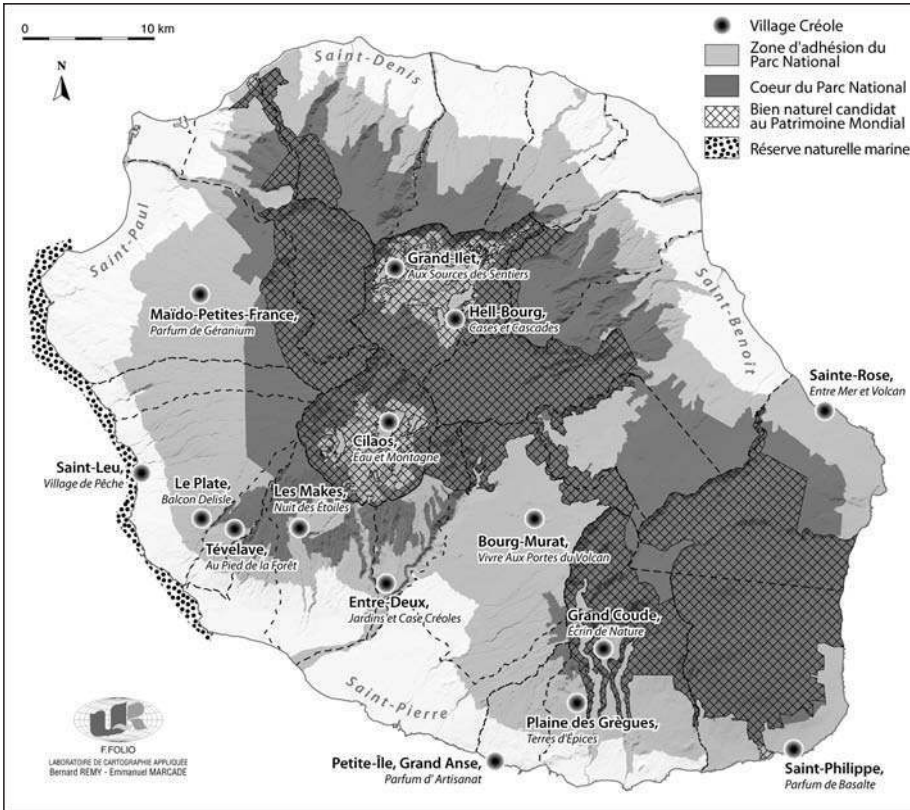


Figure 4. – Initiatives patrimoniales.

12. La publication du volet restructuration de l'offre touristique du « Plan de relance du tourisme » à la Réunion, par ODIT France (2006), a fait suite à la crise sanitaire. Diligenté par l'État français, il offre un regard sans concession et prône la mobilisation. Reflétant les normes mondiales de la mise en tourisme, il a pu détonner sur place. Au plan local, l'IRT a remplacé le Comité de Tourisme de la Réunion en 2007. La nouvelle structure, pilotée par le Conseil régional, de concert avec les collectivités et les professionnels (malgré des tensions persistantes), entend montrer qu'il y a à présent une prise en compte de l'enjeu touristique chez les décideurs. Son président se veut l'artisan du redressement du secteur (*Eco austral*, n° 218, 2008).

Créés en 2002 par la Maison de la Montagne, les 15 Villages Créoles entendent dynamiser en réseau un tourisme différent et de qualité dans les Hauts. Le concept joue sur l'immersion dans l'univers de la vie créole (architecture, art de vie) en séjours/circuit, pour un partage d'authenticité. Chaque village a un thème et se développe au rythme de celui-ci. Depuis 2007, la réserve marine de la Réunion couvre 3 500 hectares de surfaces halieutiques et récifs coralliens. Sur 40 km de côtes occidentales (du Cap la Houssaye à l'Étang-Salé), pêche et activités y sont réglementées, là où le récif, constitué d'un lagon jeune, est menacé. En mars 2007, le Parc National de la Réunion est devenu le neuvième Parc National Français. Son cœur (42 % de la superficie insulaire) est l'espace naturel préservé, incluant des replats habités de l'intérieur (îlets). Il jouxte une aire d'adhésion, soit la limite des Hauts étendue aux principales ravines. Les communes choisissent d'y inclure une part de leur territoire dans le cadre d'un projet commun et d'une charte ; elles peuvent, ce faisant, se muer en portes d'accès patrimoniaux. Enfin, la décision du classement des « Pitons, cirques et remparts » de la Réunion au patrimoine mondial de l'Unesco a été reportée à 2010. Axé sur la verticalité, le Bien naturel occupe un tiers de la surface de l'île (73 000 hectares), soit, pour schématiser, les cirques et le volcan (« l'as de trèfle et le fer à cheval »).

Tableau 3. – L'enchaînement des orientations autour de la protection et de la valorisation des patrimoines.

Le constat, admis par l'ensemble des acteurs, semble *a priori* lucide sur la situation existante. En définitive, il reste à faire de ce consensus un volontarisme entraînant la population et qui se matérialisera par des applications concrètes. Un plan de relance du tourisme est à l'œuvre. Les Assises du Tourisme de la Réunion, tenues le 12 septembre 2008, ont été l'occasion de juger si tous les protagonistes de l'île tiraient dorénavant dans le même sens. Devant l'importance des enjeux, ces Assises du Tourisme se sont déroulées dans un climat assez serein, alors même que des frictions avaient opposé la Région à l'État durant les semaines précédentes¹³. La charte de relance de la destination a été signée en novembre 2008 à Paris à l'occasion des Assises du tourisme de

13. Sur la forme, la collectivité regrettait de n'avoir pas été plus associée aux travaux réalisés par ODIT France, alors que l'État démentait vouloir imposer ses vues et manquer d'esprit partenarial. Les divergences de fond ont, elles, porté sur le plan de relance du tourisme et une stratégie commune à adopter pour 2015. Deux pommes de discorde sont en effet apparues : en premier lieu, le partenariat que préconise ODIT avec Maurice dans l'océan Indien, ce qui implique la libéralisation de l'espace aérien entre Saint-Denis et Port-Louis ; en second lieu, la diversification de la clientèle touristique, orientée sur le marché européen pour les services de l'État, s'ouvrant davantage sur une clientèle régionale des pays émergents du côté du Conseil régional (ce qui oblige à s'atteler à la question des visas touristiques).

l'Outre-mer. Tous les participants s'accordent aujourd'hui sur un point crucial qui est celui d'entreprendre le saut qualitatif nécessaire. Le rapport d'ODIT servira de cadre mais le Conseil régional reste pilote de la politique touristique de l'île. Un Comité d'Action Stratégique entend faire régulièrement la synthèse entre l'État, la Région et le Département. Gageons que des nuances seront apportées au rapport d'ODIT pour davantage considérer « l'existant » ; des arbitrages seront encore probablement à l'œuvre prochainement. La Région a concédé que priorité devait être donnée, en terme de diversification de la clientèle, au marché européen (allemand et scandinave), les marchés émergents étant vus comme d'opportunité. En parallèle, l'État a accepté de considérer la question des visas et le rattachement de l'île à l'espace Schengen. Ce compromis semble frapper du sceau du bon sens car privilégier les marchés émergents aurait été s'engager vers la voie de l'inconnu et de l'éparpillement. Le plus fort potentiel pour la Réunion à court terme – les Mauriciens l'ont parfaitement compris – reste l'Europe et une clientèle ayant de bonnes chances d'être séduite par le produit « nature-culture-loisirs actifs ». Encore faut-il que certaines conditions soient réunies et que des débats soient tranchés.

2 – Préconisations pour une « voie » réunionnaise responsable

La première condition consiste à ne pas minorer l'image de l'île paradisiaque afin d'assurer des minima de prestations qui vont inciter les ressortissants de l'Union européenne à faire 10 000 km. Les ingrédients de l'exotisme (que détient la Réunion, il conviendrait ainsi de jouer de l'association originale de plages coralliennes et basaltiques) doivent s'adosser de façon affirmée au « vert » (l'exemple de la République Dominicaine est souvent avancé) et au « minéral ». Quelques groupes hôteliers de stature internationale (les mauriciens *Blue Season* et *Beachcomber* ou le sud-africain *Sun*) pourraient rétablir la confiance des tour-opérateurs. Toutefois il ne s'agit pas de plaquer ici ce qui se fait ailleurs. Des établissements intégrés de qualité, tirant profit des spécificités spatiales (nature/identité dans les Hauts, balnéarité dans l'Ouest, forces brutes dans le Sud sauvage, production/eau vive dans l'Est), conçus autour du cachet d'une créolité plurielle, peuvent guider la diversification sur l'espace et la montée en gamme des offres hôtelières. Ils complèteraient (et non remplaceraient) une offre para-hôtelière intimiste appréciée, dont les standards de qualité et d'accueil doivent s'homogénéiser. Surtout, ils devront viser tous les publics touristiques, extérieurs mais aussi locaux (une demande intérieure existe : notons que la Réunion est le premier pôle émetteur de la région). L'île doit s'employer à cultiver un tourisme authentique (soit « vrai, légitime et original », Pauchant, 2000) de qualité. Les professionnels aspirent eux à des mesures de protection du foncier et à une meilleure cohérence entre le Schéma d'Aménagement Régional (SAR), en révision, et les objectifs des collectivités

ou les projets privés. Au total, le chiffre de 800 chambres supplémentaires d'ici 4 ans contenterait le président de l'Union des hôteliers réunionnais (les besoins en para-hôtellerie s'élèvent eux à 600 chambres). Afin d'intéresser les tour-opérateurs, le séjour moyen doit aussi englober davantage de prestations (on pense ici aux loisirs actifs) en unifiant les professionnels. Pour éviter le saupoudrage, ODIT préconise une dizaine d'hôtels « Nature » mieux répartis sur le territoire, couplés à des hôtels emblématiques sur des sites d'exception (*lodges* à Bebour, au Dimitile ou « Vulcanolodge »). Sur ce point, il faudra s'attendre à des levées de boucliers dès lors qu'on touche à des sites protégés et encore vierges. Des associations s'élèvent aujourd'hui contre la bétonisation haut de gamme des plus beaux sites de l'île. Le directeur du Parc national a en effet laissé entendre que la loi n'interdit pas « à titre dérogatoire et en minimisant autant que possible l'impact sur l'environnement » l'établissement d'infrastructures hôtelières intégrées (*L'Express*, 2008). Pour l'heure, les tenants d'une ligne « virginale » se font fort de rappeler que la Réunion ne doit pas perdre son âme (et ce qui fait sa personnalité, à savoir un tourisme pur et simple) ; en parallèle, les tenants d'une mise en tourisme peuvent arguer du fait que le Parc national ne s'est précisément pas constitué au détriment de la présence humaine et des activités dans les Hauts et, qu'en l'état, l'argument de l'absence hôtelière totale est difficilement défendable. Ce débat n'est pas nouveau et il est pour nous posé en des termes trop tranchés. Il serait tout d'abord possible d'implanter des établissements dans certains bourgs-portes d'accès du Parc. Aux abords (et non à l'intérieur) des sites, un compromis écotouristique peut être envisagé à des conditions : planification et gestion associée, absence de *dumping* social, empreinte faible, accès doux, valorisation locale, logique de sensibilisation... En réfutant la « touristisation », une colonisation culturelle et foncière selon Lozato-Giotard (2006), les établissements de qualité peuvent, par capillarité, tirer la filière (cercle vertueux d'effets de gamme), avec des prestations variées destinées à l'ensemble des catégories de population.

Un autre sujet brûlant est clairement lié à une offre aérienne diversifiée et plus compétitive. Les édiles inciteront-ils – quand on sait que certains d'entre eux sont actionnaires d'une grande compagnie en place – à une réelle concurrence dans le ciel réunionnais ? Le segment « clientèle émergente » (notamment sud-africain) peut servir à mieux remplir les avions sur l'année et ainsi combler les « dents creuses » ; toutefois, mènera-t-il, en contrepartie, à une baisse des tarifs saisonniers touchant les classes populaires et réfrénant les touristes ? Parmi les préconisations émises pour la relance et le renouveau du tourisme réunionnais, se trouve l'usage du *low cost* régional. Il est admis que son usage sur le long courrier est un leurre mais qu'il gagne en revanche à être un complément actif à l'offre actuelle sur le court-courrier, soit la desserte régionale (avec en point de mire les flux avec Maurice). Là encore, pour

séduisante que soit cette idée, son application risque de se confronter à des résistances liées aux rentes de situation. Par la création d'un groupe de travail commun, un label « Océan Indien », auquel aspirent les tour-opérateurs, favoriserait la coopération régionale ; le but est de promouvoir en commun les marchés cibles en s'appuyant sur les projets touristiques déjà élaborés. Cette synergie a déjà été évoquée dans la zone, tant elle semble évidente. Mais les matérialisations pèchent et on peut parler de serpent de mer de la coopération régionale. Les Mauriciens sont certes demandeurs depuis longtemps et regrettent que la multiplicité des interlocuteurs locaux freine l'initiative. Pour autant, cette coopération devra s'établir sur des bases équilibrées : le partenariat doit pouvoir s'exprimer sur des marchés étrangers et non seulement français. Par ailleurs, la Réunion aura sans doute à cœur de ne pas voir son image se cantonner à la complémentarité montagnaise et verte de l'île sœur, devenant l'annexe sportive et découverte d'un séjour principal mauricien.

En terme de positionnement touristique, le *co-branding* régional (ou association pour la commercialisation/communication du produit) irait dans le sens de la valorisation de la créolité indio-océanique, de la coopération dans la zone et d'une identification à l'esprit des marchés émetteurs (surtout européen et sud-africain)¹⁴ ; il reste que chacun de ces espaces insulaires possède ses particularités. Dans l'attente d'un partenariat qui gagnera encore à se préciser avec l'île sœur, la Réunion, même seule, est pour l'heure capable de se faire connaître et de trouver son identité. Pour ce faire, il conviendrait d'arrêter de vendre l'île dans sa généralité et de s'affirmer multi-spécialiste sur les atouts maîtres.

Récemment, l'IRT a enterré le slogan de « L'île intense » dans sa phase de reconstruction, pour proposer celui vantant « La Réunion, 360° de plénitude » (*Leader News*, 2008). Cette campagne de promotion demeure, à notre sens, trop conceptuelle pour façonner une représentation aboutie de la Réunion. La vigueur de l'île mais aussi le support indio-océanique nous paraissent primordiaux à exposer, tant la culture réunionnaise est riche de ses apports issus d'Afrique de l'Est, de Madagascar, de l'Inde ou de la Chine. Le label « La Réunion océan Indien : créolité, nature et intensité » peut à titre d'exemple rassembler les composants de ses multiples atouts¹⁵. Ne conviendrait-il pas ensuite de vendre quelques produits

14. Notons encore qu'avec l'arrivée récente de croisiéristes (tels que Costa), la Réunion entend devenir une tête de pont dans l'océan Indien, pour un marché prometteur à la clientèle européenne et locale.

15. Une créolité multiple, empreinte de métissage (lié aux vagues migratoires) et reposant sur une langue et un mode de vie fonde la réunion des cultures ; la variété des écosystèmes protégés fonde la réunion des paysages ; enfin, l'éventail des pratiques de loisirs notamment sportifs, en mer et sur terre (l'île en tant que « terrain de jeux »), fonde la réunion des activités intenses (que rappelle aussi le Volcan actif).

qui les résumant ? Il reste malaisé de parler de tout mais on peut en mettre quelques-uns en avant. Outre le Parc National, les cirques-remparts ou la plaine des sables et le Volcan, des manifestations pourraient faire l'objet d'une plus ample communication : on pense au Grand Raid, au Dipavali ou au Sakifo¹⁶. Elles sont autant de créations culturelles vivantes, bien installées dans le paysage médiatique, vecteur de tourisme, de renforcement identitaire et de rencontre entre divers publics touristiques (extérieurs et locaux, touristes d'agrément et affinitaires).

Tableau 4. – *Quel positionnement ?*

Pour finir, sur le terrain, la mise en scène des sites et la lisibilité des activités culturelles doivent être repensées. Les musées sont vieillissants et des atouts insulaires sont inexploités (tunnel de lave, ti-train de la Grande Chaloupe, Puits des Anglais...). Toutefois, certains rites renaissent (tels Guan Di) et des patrimoines sont réhabilités – on pense aux Lazarets, les zones de quarantaine des travailleurs engagés – s'ouvrant au public. Le halo de mythes et de légendes qui participe à l'attractivité de l'espace insulaire (Nicolas, 2007), auréole l'île (piraterie, terre d'esprit et de croyances) et mérite d'être développé. Des produits d'interprétation peuvent être créés, incluant la dimension informative reposant sur l'émotion du voyageur, à l'image de ce que propose l'Office National des Forêts (ONF) avec ses unités d'interprétation dans son SIVE (Schéma d'Interprétation et de Valorisation Écotouristique), expérimenté sur le massif de la Fournaise (Germanaz, 2007). Plus trivialement, on peut regretter que la vie nocturne locale ne soit pas plus active et que bien souvent, sur site, un prolongement culinaire ou artisanal ne soit pas davantage présent¹⁷. Ne pourrait-on, enfin, envisager un système de transport public touristique performant desservant les principaux sites ?

16. Le Grand Raid ou « diagonale des fous » est une randonnée sportive balisée de 125 km de long et 8 000 m de dénivellée ascendante, en une seule étape, traversant l'île du sud-est au nord-ouest (Bessy et Naria, 2004). Ses originalités se fondent sur son défi physique inégalé, la diversité des paysages traversés et son caractère participatif, convivial et culturel, complétant le volet compétitif. Le Dipavali célèbre les victoires sur les ténèbres de l'ignorance et la réussite dans la quête de lumière intérieure. Il s'agit de l'une des fêtes les plus importantes du calendrier hindou (concernant aussi Maurice). La ville de Saint-André en reste la capitale mais le festival de la lumière tente de devenir une fête réunionnaise participant au renforcement de la cohésion de la société insulaire. Le Sakifo en est à sa cinquième édition. Basé maintenant à St-Pierre, le festival de musique consacre peu à peu la Réunion en une étape musicale, promouvant les artistes locaux, indio-océaniques et mondiaux. Organisé de façon professionnelle et conservant un esprit bon-enfant, il mise sur la convivialité entre l'ensemble des participants.

17. Les discours ambiants (Presse, forum Internet...) s'articulent aussi fréquemment autour de mesures élémentaires à mettre en œuvre : plus de propreté sur les lieux, de signalétique, des équipements publics légers à améliorer, une ouverture plus efficace des sites comme le volcan lors d'une éruption...

Le système touristique réunionnais s'est initialement construit sur le refus du tourisme international perçu comme anti-social (Serviable, 1983). La phase d'essor des années 1990 a placé au centre des enjeux un secteur devenu depuis premier produit d'exportation. Toutefois, il ne restait pas exempt de déséquilibres spatiaux et d'ambiguïté sociétale. La prise de conscience récente se comprend par un constat pragmatique sur le devenir économique de l'île. Certes, la matière insulaire, naturelle, culturelle et propice aux loisirs sportifs, est un argument de premier plan. Mais alors que la croissance locale s'essouffle et que le chômage reste problématique, le modèle économique singulier – 50 % des créations d'emploi depuis trois ans résident dans le BTP (Bâtiment, Travaux Publics) – impose de trouver des relais de croissance à court et moyen termes. La nécessité faisant loi en économie, la Réunion a besoin d'un autre moteur de croissance. Le secteur du tourisme amène la création d'un emploi et demi induit pour un emploi direct créé. Qui plus est, ce fort retour en emplois directs et indirects s'accompagne d'une variété de niveaux de qualification requis¹⁸. Les Réunionnais ne s'y trompent d'ailleurs pas lorsqu'on voit qu'ils tiennent le tourisme comme la filière de développement la plus crédible pour l'île (Assises du tourisme, 2008). Le tourisme peut s'apparenter à un vecteur de fierté par la mise en avant de la culture créole à l'extérieur et, faut-il le rappeler, au plan local, face à l'érosion des repères identitaires d'une société en mutation. Le projet de développement auquel l'île aspire, mobilisant les forces vives et faisant le pont entre la nature et l'homme, son passé et son avenir, réside probablement ici. Il ne pourra s'exempter d'une vision indio-océanique et d'une réelle remise à niveau. Ce faisant, la Réunion ne doit pas non plus y laisser son intégrité. Il reste que la responsabilité des acteurs engagés, surtout de la classe dirigeante et ce aux moindres des échelons, est grande. Veut-on véritablement déclarer le tourisme d'intérêt général ? Les points à traiter sont connus : desserte aérienne, diversification de la clientèle, prestations à augmenter/améliorer et meilleure mise en scène. Nous rajouterons une véritable considération de la clientèle locale et affinitaire. L'ensemble ne pourra se concevoir sans l'implication voulue et résolue des professionnels du secteur. Le passage à l'acte est à présent nécessaire. À l'échelle macro-économique, le monde n'attend pas que la Réunion se développe. Au plan local, la préservation environnementale et la valorisation récente des patrimoines (Jauze, 2000) peuvent aller de pair avec un

18. Au sujet de la formation, il convient de parer au défi de l'accueil et de la professionnalisation : trop peu de candidats existent, les meilleurs partent et on entre souvent dans le tourisme par une voie professionnelle progressive et secondaire. Une formation labellisante « Parc National », la reconnaissance des métiers de guides (*guide péi*) et une accentuation des techniques de management et des formations en langue(s) (par immersion) sont quelques-uns des éléments de restitution des ateliers thématiques des Assises du tourisme. Il a aussi été préconisé la mise à l'étude d'un Centre de formation du tourisme dans l'océan Indien (dont la responsabilité pourrait échoir à la COI) et d'un « Erasmus du tourisme ».

essor touristique maîtrisé et intégré. Encore faut-il que cessent les débats unipositionnels qui, au lieu de faire avancer les questions, en deviennent parfois stériles. Une altérité positive (Coëffé, Pébarthe et Violier, 2007) n'est pas une menace pour le patrimoine culturel mais elle le stimule. Quant à la préservation du patrimoine naturel, elle ne doit pas servir de prétexte à une sanctuarisation qui étoufferait dans l'œuf tout essor touristique, ni au contraire à une ouverture tous azimuts vers un tourisme enclavé et déculturant. Une voie médiane, mobilisatrice et responsable, peut forger une véritable identité touristique, affirmée et fédératrice, à l'île de la Réunion.

Bibliographie

- Actes des Assises du tourisme de la Réunion*, 2008. Disponible sur internet : http://www.oditfrance.fr/Actes_des_Assises_du_Tourisme.2325.0.html. (Consulté le 4 décembre 2008.)
- BESSY O. et NARIA O., 2004 – *Loisirs et tourisme sportif de nature à la Réunion. État des lieux, enjeux et perspectives en matière de développement durable*. Rapport CCEE/Région. Saint-Denis, 21 p.
- BUTLER R. W., 1980 – The concept of a tourist area cycle of evolution: implications for management of ressources. *Canadian geographer*, vol. 24, n° 1, p. 5-12.
- COËFFE V., PEBARTHE H. et VIOLIER P., 2007. – Mondialisations et mondes touristiques. *L'information géographique*, Paris, vol. 71, p. 83-96.
- DALAMA M.-G., 2005 – L'île de la Réunion et le tourisme : d'une île de la désunion à la Réunion des Hauts et des Bas. *L'Espace géographique*, Paris, 2005-4, p. 342-349.
- DURET P. et AUGUSTIN M., 2002 – Sans l'imaginaire balnéaire, que reste-t-il de l'exotisme à la Réunion. *Ethnologie française*, Paris, 2002/2, vol. 27, p. 439-446.
- DUVAT V., 2006 – Mondialisation touristique et environnement dans les petites îles tropicales. *Les Cahiers d'Outre-Mer, Revue de Géographie de Bordeaux*, n° 236, p. 513-539.
- Étude sur les comportements des touristes non résidents 2003-04*, 2004. Saint-Denis : Comité du Tourisme de la Réunion, G=2. 24 p.
- FONTAINE G., 2004, – Le tourisme à la Réunion. *Travaux et documents*, Numéro spécial Histoire-Géographie, vol. 2, Université de la Réunion, p. 101-116.
- GAY J.-C., 2000 – Deux figures du retranchement touristique : L'île-hôtel et la zone franche. *Mappemonde*, Paris, 59 (2000.3), p. 10-16.
- GERMANAZ C., 2005 – De l'escale au réseau : suites typologiques et fonction d'île. In : Bernardi N. et Taglioni F., dir. – *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires de l'île-relais aux réseaux insulaires*. Paris : Karthala, p. 27-48.
- GERMANAZ C., 2007 – Les territoires touristiques de l'île de la Réunion. Approche conceptuelle et parcours iconographique. In : *6^e rencontre de Mâcon, « Tourismes et territoires » – 13, 14 et 15 septembre 2007 – Pré-actes*, 13 p.

- ÎLE DE LA RÉUNION TOURISME (IRT), Saint-Denis, 2007 – *Fréquentation touristique 2007*. Consulté le 4 décembre 2008. Disponible sur internet : <http://www.la-reunion-tourisme.com/documents-0-34-33.html>.
- JAUZE J.-M., 2000 – *Villes et patrimoines à la Réunion*. Paris : L'Harmattan, Université de la Réunion, 302 p.
- JAUZE J.-M., LAJOIE G. et REMY B., 2003 – *Atlas de la Réunion*. Saint-Denis : INSEE – Université de la Réunion, Nouvelle Imprimerie Dionysienne, 143 p.
- LAJOIE G., 2004 – Évolutions socio-économiques et démographique à la Réunion : quelques conséquences en aménagement du territoire. *Travaux et documents*, Numéro spécial Histoire-Géographie, vol. 2 : Géographie, Université de la Réunion, p. 77-100.
- LOZATO-GIOTART J.-P., 2006 – Tourisme et territoire insulaire : enjeu identitaire et analyse icoculturelle ». In : *Colloque sur les Identités Insulaires*. Conférence inaugurale. IUT de La Roche-sur-Yon, Université de Nantes.
- MUSSO I., 2004a – *Tourismes à la Réunion, des pratiques affinitaires dominantes*. Thèse de Doctorat de Géographie : Université de la Réunion, 515 p.
- MUSSO I., 2004b – Vacanciers et touristes de la Réunion : une « île intense » pour des « tribus familiaires. In : Cherubini B., dir. – *Le territoire littoral, tourisme, pêche et environnement dans l'océan Indien*. Paris : L'Harmattan, p. 119-145.
- NICOLAS T., 2005 – L'hypo-insularité, une nouvelle condition insulaire : l'exemple des Antilles françaises. *L'Espace géographique*, Paris, vol. 34, n° 4, p. 329-341.
- SERVIALE M., 1983 – *Le tourisme aux Mascareignes-Seychelles*. Thèse de Doctorat : Université de la Réunion.
- SIMON T., 2008 – Une île en mutation. *EchoGéo*, n° 7, Disponible sur internet : <http://echogeo.revues.org/index8003.html>. (Consulté le 04 décembre 2008.)
- TAGLIONI F., 2006 – Les petits espaces insulaires face à la variabilité de leur insularité et de leur statut politique. *Annales de Géographie*, Paris, n° 652, p. 664-687.

Résumé

Les potentialités touristiques de l'île de la Réunion sont diverses et, selon le discours établi, propices au grand spectacle. Or, dans une optique de mise en tourisme, face aux enjeux socio-économiques auquel l'île est confrontée, elles peuvent sembler sous-exploitées, comme l'ont exposé les Assises du tourisme tenues en 2008. Rapportées au degré d'ouverture, au niveau de prestations offert ou à la synergie au plan local, d'aucuns pourraient voir comme un hiatus. Si des voix se font entendre pour affirmer que la Réunion balbutie son tourisme, le fait nouveau est qu'une prise de conscience, de la classe politique insulaire et nationale comme des professionnels, se fait jour. Un plan de renouveau du tourisme est à l'œuvre, tentant de conjuguer les sensibilités s'exprimant sur le terrain. Parvenir à une politique touristique effective, passe par une sauvegarde de l'authenticité de l'île, une mobilisation et fédération des acteurs et un investissement maîtrisé et intégré.

MOTS-CLÉS : Réunion, Océan Indien, tourisme, loisirs, nature, culture, originalité, relance.

Abstract

Realities and singularities of Reunionese tourism : between utopia and hopes

Tourist potentialities of Reunion Island are diversified and, relating to the prevailing view, favourable to the intense spectacle. Yet, in a tourist planning perspective, in line with the socio-economical stakes of the island, they seems to be underestimated, as the recent tourist conference held in 2008 indicated. Considering the opening-up of the island, its quality of services as well as the local synergy, one could observe a kind of hiatus. If many people gradually consider that Reunion Island is stammering its tourism activity, the new opportunity is that local and national political stakeholders, as well as the people working in the tourist industry, become aware of the problem. A plan of stimulation of the tourist sector takes place nowadays. It tries to combine the different local sensibilities. To reach an effective politic of tourism, Reunion Island needs to conserve its authenticity, mobilize and unify its actors and embarks itself in an integrated and controlled investment.

KEYWORDS : Réunion Island, Indian Ocean, tourism, leisure activities, nature, culture, originality, stimulation.

BIBLIOGRAPHIE

JAUZE Jean-Michel, dir., 2008, *L'île Maurice face à ses nouveaux défis*. Paris : Université de la Réunion – L'Harmattan, 380 p.

Réalisé sous la direction du Professeur Jean-Michel Jauze, « *L'île Maurice face à ses nouveaux défis* » est un ouvrage collectif de 380 pages alimenté par les travaux d'une vingtaine de chercheurs.

Au premier abord, il s'agit d'un ouvrage classique, publié aux éditions l'Harmattan, mais à y regarder de plus près, cet ouvrage revêt une vraie dimension scientifique et géopolitique, car il a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire (géographes, historiens, économistes, environnementalistes et cartographe) associant des chercheurs réunionnais et mauriciens. Pour qui connaît la bibliographie relative à l'île Maurice, ce travail est fondamentalement novateur : il présente une somme de connaissances que l'on aborde à partir de différentes entrées. On peut critiquer le caractère classique du plan qui, après avoir abordé les aspects historiques et politiques, s'intéresse à l'environnement, à la population et à la société, aux activités économiques, à l'aménagement du territoire pour enfin aboutir aux défis de la mondialisation. Vu la pertinence des résultats et leur caractère quasi exhaustif, il s'agit de savoir si un autre plan aurait permis d'accéder à un tel niveau d'informations ?

En réalité, il convient de dépasser une première impression erronée d'un ouvrage à plan classique pour entrer de plain-pied dans la réflexion, dont le fil conducteur est la notion de défi. Il s'agit d'une notion éminemment actuelle, car s'il est vrai que le « miracle mauricien » des années 1980 a permis un réel essor économique, il est tout aussi vrai que de nombreux éléments structurels et conjoncturels sous-tendent la fragilité mauricienne. Cette dernière n'est pas seulement économique, mais physique (atteintes répétées à l'environnement, pression sur les espaces littoraux...), sociétale, avec de vraies traductions en matière d'aménagement. C'est donc bien ce contexte, fondé sur l'incertitude, qui conduit en définitive le lecteur vers les défis de la mondialisation. Ces défis sont analysés à partir de trois axes :

1. le caractère très ouvert mais très fragile de l'économie mauricienne (une économie reposant sur des préférences commerciales et des exportations qui se diversifient mais qui ne permettent pas d'équilibrer la balance commerciale) ;

2. son rôle de plaque tournante entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie – particulièrement le développement de son secteur financier *offshore* – et son positionnement en tant que centre régional de distribution de bien et de services (l'île Maurice tend à se transformer en un *Sea Food Hub*, un *Duty Free Island* et plus généralement en une zone nodale en terme d'externalisation des services dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication) ;

3. sa politique extérieure au service de son économie, car en participant à de multiples organisations d'intégration régionale, l'île Maurice entretient des relations géopolitiques et économiques utiles à son développement futur.

En définitive, cet ouvrage est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la notion de développement, particulièrement dans les micro-systèmes insulaires, ainsi qu'à ceux qui par leurs travaux pluri- ou interdisciplinaires abordent ces types de questionnements sous un angle holistique.

« *L'île Maurice face à ses nouveaux défis* » interpelle, passionne, alimente la réflexion et peut donc être considéré comme un modèle pour tous ceux qui demain voudront appréhender le fonctionnement de cet État et de ceux qui se situent dans la région.

Pascal SAFFACHE ¹

1. Maître de Conférences en Géographie, Université des Antilles et de La Guyane ; mél. : pascal.saffache@martinique.univ-ag.fr

L'ÎLE MAURICE

FACE À SES NOUVEAUX DÉFIS

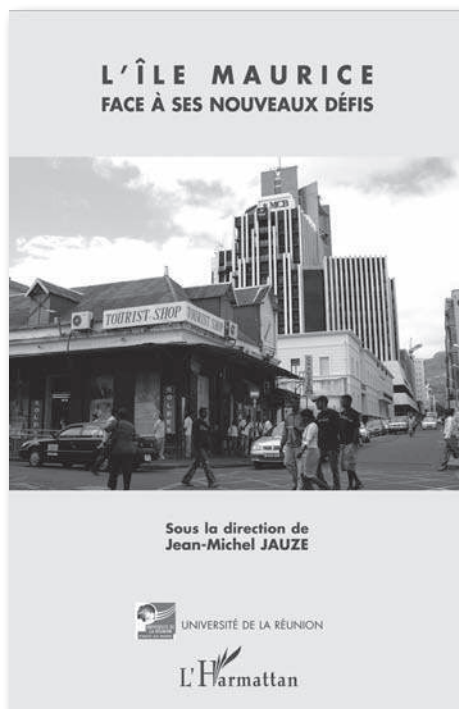
Destination touristique tropicale par excellence dans l'océan Indien, l'île Maurice est un petit État qui tente courageusement de se maintenir sur l'échiquier international.

Fort de ses succès économiques passés — le fameux « miracle mauricien » à partir du boom du textile dans les années 80, le décollage de la Zone Franche, l'essor du tourisme — le pays affiche une solide volonté de s'ouvrir au monde et de « jouer dans la cour des grands ». Mais, l'érosion progressive des avantages structurels et conjoncturels, bases du modèle, questionne l'avenir. Renchérissement du coût de la main-d'œuvre, remise en cause des accords commerciaux et des débouchés préférentiels par la libéralisation des marchés, industrie textile en perte de compétitivité, baisse programmée des prix du sucre, réapparition du chômage, croissance démographique soutenue... s'imposent comme autant d'épreuves.

Mais, Maurice sait aussi étonner par sa réactivité et sa capacité à innover dans de nouveaux domaines. Certains secteurs, à l'instar du *Global Business (offshore)*, ont été explorés avec succès, d'autres paraissent très prometteurs : *Cyber-île*, *Integrated Resort Scheme*, *Sea Food Hub*, *Duty Free Island*.

Cet ouvrage qui réunit les contributions d'une vingtaine de chercheurs d'horizons variés dresse un état des lieux de la situation actuelle, en mettant l'accent sur les défis que le pays doit relever dans sa « marche en avant ».

Jean-Michel JAUZE, directeur de cette publication, est professeur de géographie à la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines où il dirige le Centre de Recherches et d'Études en Géographie de l'Université de La Réunion (CREGUR). Il a publié chez le même éditeur, en tant qu'auteur : *Dynamiques urbaines au sein d'une économie sucrière — La Région Est-Nord-Est de La Réunion* (1997), *Rodrigues, la troisième île des Mascareignes* (1998), *Villes et patrimoine à La Réunion* (2000), en tant que co-directeur avec J.-L. Guébourg : *Inégalités et spatialité dans l'océan Indien* (2005).



ISBN : 978-2-296-05037-2

37 €

Contacts :

Secrétariat de rédaction : Odile Chapuis
odile.chapuis@u-bordeaux3.fr

Études

- Jean-Michel JAUZE ➤ 3-6
Avant-propos
- Fabrice FOLIO ➤ 7-33
*Réalités et singularités du tourisme réunionnais :
entre utopie et motifs d'espoirs*
- Christian GERMANAZ ➤ 35-59
Sur les pas de Jean Defos du Rau : Cilaos (1956-2008)
- Romain CALLY ➤ 61-74
*L'origine géographique, quel atout pour les produits
de la Réunion ?*
- Jean-Michel JAUZE ➤ 75-94
*Integrated Resort Scheme (IRS) : nouveau souffle
pour l'économie mauricienne ou enclaves dorées
pour résidents fortunés ?*
- Thierry SIMON ➤ 95-109
Rodrigues « par les textes » : paysage(s) écrits et perçus

Notes

- Thierry SIMON et Jean-Cyrille NOTTER ➤ 111-122
*Les « îlets » : enjeux pour un « archipel » au cœur de
la Réunion*
- Georges BARONCE ➤ 123-127
Saint-Denis de la Réunion, l'éléphant urbain
- Jean-Michel JAUZE ➤ 129-134
*Bel-Ombre (Maurice) : un village sucrier à l'ère du
tourisme intégré*

Bibliographie

- 135-136
L'île Maurice face à ses nouveaux défis, de Jean-Michel JAUZE, dir.
(par P. SAFFACHE), p. 135.

Photo de couverture : Vue du cirque de Cilaos, prise depuis le rempart du Dimitile (1 837 m).
Au fond, une partie du village de Cilaos dominé par la crête du Piton des Neiges (3 070 m)
(cliché J.-M. Jauze).

PRIX : 18 €

ISBN : 978-2-86781-544-7
ISSN : 0373-5834



N° CP : 0311B07748

